Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

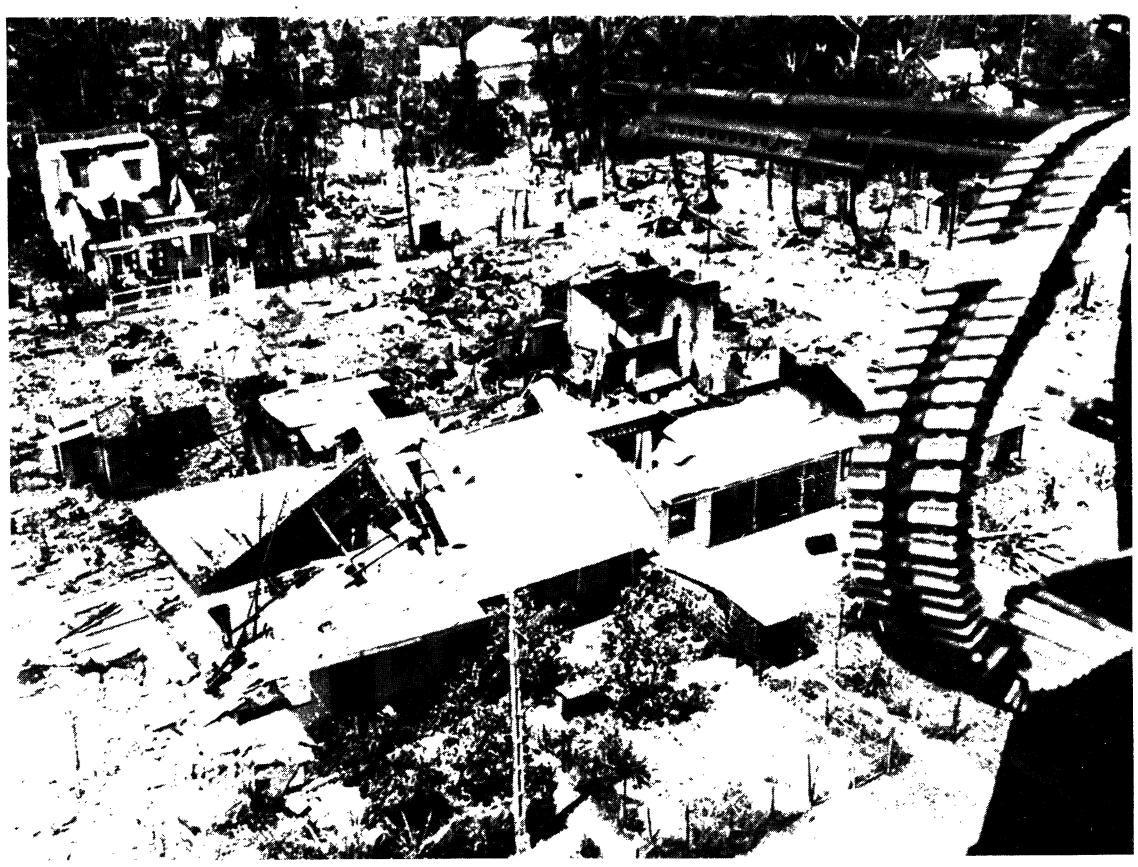
Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Parait le mercredi **N° 13 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE 21 FEVRIER 1968** **PRIX : 1 F**

DEUXIÈME OFFENSIVE DU F. N. L.

UN PEUPLE INDOMPTABLE!



Plutôt tout anéantir que d'avouer sa défaite.
Ce qui fut un quartier de My-Tho vu d'un hélicoptère armé. (Photo U.P.I.)

VIETNAM 1968 : PREMIÈRE TERRE MARTYRE DE LA 3e GUERRE MONDIALE

(Voir page 3)

SAMEDI 17 février, alors que les combats n'avaient pas cessé au Vietnam, que la banlieue de Saigon restait entre les mains des guerriers F.N.L. et que le drapeau Vietcong flottait toujours sur la citadelle de Hué, le F.N.L. lançait sa deuxième vague à l'assaut des bases U.S. Saigon, à nouveau, devenait un terrain brûlant et à Hué les combattants Nord-Vietnamiens, sous une pluie de feu et de bombes résistaient dans la citadelle avant de passer à l'attaque. Sur l'ensemble du pays, malgré les villes rasées, les quartiers détruits, les tapis de napalm, les guerrilleros F.N.L. relançaient l'offensive. Les militaires américains cette fois étaient directement visés dans leurs bases.

Jamais le géant américain n'avait paru aussi faible. Jamais son énorme machine de guerre n'avait parue aussi inefficace.

Jamais non plus la guerre systématique, désespérée, totale, qu'il venait de faire aux civils n'avait parue plus criminelle et plus inutile.

Les soldats américains ont perdu la guerre. Ils l'ont perdue à la campagne. Ils l'ont perdue dans les villes. Ils risquent encore de la perdre dans leurs propres bases, trop dispersées, trop exposées et que leur artillerie lourde ne suffit plus à protéger.

Les soldats américains se battent pour rien. Dans un pays qui n'est pas le leur. Pour une cause qui n'est pas la leur. Ils se battent pour les intérêts généraux de l'impérialisme U.S., contre toute une population, contre l'humanité, et, en fin de compte, contre eux-mêmes. « Nous ne faisons que boire et tuer », disait l'un d'entre eux, à Hué, boire pour mieux tuer, pour ne pas penser à ce qu'ils assassinent devant eux et en eux.

Les guerriers F.N.L. se battent pour la liberté, et la dignité de tout un peuple, pour les vivants et pour les morts. C'est pour cela qu'ils n'ont pas peur de mourir et qu'ils sont invincibles.

Après trois semaines de combats incessants, de pertes innombrables, d'héroisme total, le F.N.L. n'est pas au bout de ses forces. Au contraire, la guerre lui donne des forces neuves, et devant d'horreur de la répression U.S., chaque jour se lèvent les combattants de l'avenir. Moralement, le F.N.L. a déjà remporté la victoire. Il a fait plier le genou au géant U.S. Militairement, il lui reste encore beaucoup à faire, mais ses forces semblent inépuisables.

Si l'impérialisme américain décide, envers et contre tout, de maintenir sa présence au Vietnam, il pourra le faire. Car il dispose d'un potentiel humain et militaire tel, qu'il n'est pas dans la possibilité d'un petit pays, aussi courageux soit-il, de le repousser à la mer. Mais il ne peut plus, mais il ne pourra plus tenir les villes du Sud. Il ne pourra plus occuper le pays. Il n'y a personne au Sud-Vietnam qui soit pour les Américains. Aujourd'hui tout le monde se tait. Demain tout le monde aura choisi son camp. Et les soldats U.S. ne pourront plus vivre dans des villes où tout leur sera ennemi. Ils ne seront tranquilles que chez eux, dans leurs bases. Mais des bases regroupées sur les régions côtières protégées par la flotte U.S. et son tir à longue portée. Là, ils pourront tenir aussi longtemps qu'il leur faudra attendre, aussi longtemps qu'ils devront occuper ces positions d'avant-garde de la troisième guerre mondiale.

Les Américains ont perdu la guerre du Vietnam. Mais ils n'ont jamais pensé la gagner. Ils ont toujours su qu'étaient inutiles les bombardements au Nord, les droits de poursuite au Laos ou ailleurs et ces combats sauvages pour telle ou telle colline, tel ou tel bassin. L'impérialisme américain ne fait pas la guerre pour la gagner. Il la fait parce que cela fait partie de sa politique globale. Une politique qui a pour terme la troisième guerre mondiale, la guerre qu'il juge inévitable, la guerre qu'il lui faudra livrer en Asie comme en Russie, et à laquelle il se prépare et nous prépare tous. Pour cette guerre, il doit se montrer fort, intraitable et invincible, car l'impérialisme U.S. est le chef de file de l'impérialisme mondial et ses défaites renforcent les hésitants.

Or, aujourd'hui, au Sud-Vietnam, quelle que soit l'issue des combats, l'impérialisme U.S. a essuyé une défaite. Cette défaite, il peut la faire payer cher. La semaine dernière, la presse révélait qu'il était question d'utiliser à Khé-Sanh les armes atomiques tactiques. Cela n'est pas impensable. Mais l'armée américaine se bat pour un régime condamné, pour une classe condamnée, pour toutes les forces réactionnaires de l'histoire.

Michèle TOURNY.

La crise belge

L'oppression nationale, sous-produit de l'exploitation capitaliste

(Voir page 5)

LIBERTÉ POUR LES GUADELOUPÉENS

(Voir page 8)

LA RENCONTRE KIESINGER-DE GAULLE

Leur Europe et la nôtre

(Voir page 4)

PARIS :

Manifestation du 13 février contre la guerre du Vietnam

MARDI 13 février à l'appel du Comité National d'Action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien, appuyé par les différentes organisations du P.C.F., la C.G.T., le Mouvement de la Paix, le Comité Vietnam National, le M.C.A.A., l'Association Franco-Vietnamienne, une manifestation s'est déroulée de la République à la Bastille, pour le « soutien au peuple Vietnamien ».

Le temps était triste et la pluie qui mouillait les manifestants massés sur la place à partir de 18 heures donnait, exception faite des jeunes, l'ambiance de ce rassemblement. La vraie manifestation n'avait pas eu lieu, celle qui devait se dérouler devant l'ambassade, et qui, une fois interdite, avait été reportée au parcours, ô combien connu, de la République à la Bastille.

La manifestation s'ébranla donc, un peu avant 18 h 30 avec les banderoles des différentes organisations ayant partie prenante dans l'appel ; suivaient les personnalités avec à leur tête Waldeck-Rochet, secrétaire général du P.C.F. et Président du Comité National d'Action.

A la suite, venait la foule des manifestants. L'enthousiasme ne dominait pas. On voyait, par exemple, passer la banderole du P.C.F. Renault ne regroupant même pas dix personnes, alors que Nanterre atteignait à peine les vingt. Le plein des militants du P.C.F. n'était certainement pas fait. De temps en temps des groupes des Jeunesses Communistes redonnaient un peu d'allant à ce défilé bien triste à voir passer. Les groupes les plus marquants furent celui de la Seine-Saint-Denis où les jeunes d'Aubervilliers faisaient poids par leur nombre et leur enthousiasme. Ensuite vint le groupe des vietnamiens de Paris, regroupés derrière près d'une vingtaine de gigantesques drapeaux F.N.L. et de la R.D.V.N., ils en imposaient par la fierté qu'ils montraient par leur présence. Le groupe des organisations des Communistes Espagnols avaient aussi de l'allure, en rangs serrés et scandant « Vietnam si - Yankee no » et « F.N.L. vaincra ».

Enfin vint le groupe du Comité Vietnam National avec, comme toujours, beaucoup de jeunes (de 1 000 à 1 500), sérieux et décidés scandant « F.N.L. vaincra » « F.N.L. à Saigon », et reprenant à plusieurs reprises l'Internationale.

Enfin le P.S.U. avec plusieurs centaines de personnes, et scandant de « Paix au Vietnam » à « le Pouvoir au F.N.L. » fermait pratiquement la marche.

En tout plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé.

Il est à remarquer, que les mots d'ordre du P.C.F. « la victoire aux Vietnamiens » n'étaient pas encore très bien assimilés et qu'on entendait souvent le désuet « Paix au Vietnam ».

En prenant le métro, les manifestants firent profiter les autres Parisiens de la manifestation ; les quais du métro Bastille retentirent du « Johnson assassin », les Jeunesses Communistes d'Aubervilliers lancèrent l'Internationale que les présents reprirent avec une sorte de soulagement : le service d'ordre n'étant plus là ! Il y avait plus d'ambiance dans le métro que là-haut sur la place.

Mais en fait ces cris, aussi forts soient-ils, n'auront malheureusement pas ébranlé les murs de l'ambassade américaine à la Concorde où les C.R.S., comme à la Bastille, n'eurent pas à « maintenir l'ordre », car si au Vietnam le peuple le remet en cause chaque jour, cet ordre établi ici, les principaux organisateurs ne souhaitent pas même l'effleurer.

L. FAIRMAN.

Sur le Vietnam, où il le peut, sans inquiéter la bourgeoisie, le P.C.F. ne se laissera pas prendre sur sa gauche. (Photo A.F.P.)

DES COMITÉS VIETNAM ET DES MANIFESTATIONS

LES manifestations en faveur du peuple vietnamien se multiplient : samedi 3 février, à Paris au métro Strasbourg-St-Denis, trois mille personnes défilent à l'appel du Comité Vietnam National ; quelques jours plus tard, le mercredi 7 février au Quartier Latin, à l'appel des Comités Vietnam de base, quelques centaines de manifestants tentent d'interdire la tenue d'un meeting fasciste à la Mutualité et se heurtent violemment aux forces de l'ordre ; le mardi 13 de la République à la Bastille, plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent calmement à l'appel du Comité National d'Action pour le soutien et la victoire du peuple vietnamien. Enfin, le 21 février, ces trois organisations appellent chacune à une manifestation différente, à des endroits différents et à des heures différentes.

Le Comité Vietnam à la manifestation du 13 février Le P.C.F. voudrait bien l'interdire. (Photo V.O.)

Ainsi chaque jour, des couches nouvelles de la jeunesse et de la gauche se trouvent mobilisées sur le problème du soutien à la lutte du peuple vietnamien. Cela est indéniablement positif. Mais les buts d'une telle mobilisation le sont moins.

Depuis des années, le soutien au peuple vietnamien constituait l'essentiel de l'activité politique de certains groupes d'extrême-gauche, la base même de leur recrutement et de leur action. Pendant des années, Comité Vietnam National et Comité Vietnam de base se sont exposés aux insultes, aux calomnies et aux coups des « communistes orthodoxes » parce qu'ils proclamaient leur confiance dans la victoire du F.N.L. Pendant des années, le service d'ordre stalinien des manifestations P.C. leur ont réservé un accueil très particulier. Et les colleurs d'affiches ont dû, maintes fois, se livrer d'inutiles et irritantes guerres des affiches sans cesse recouvertes ou arrachées.

Or la récente décision du P.C.F. de créer son Comité Vietnam, n'a pas correspondu à une prise de conscience de ses errements passés et à un désir de rattraper ses fautes en rejoignant les Comités Vietnam existants, mais bien au contraire à des nécessités d'ordre intérieur. Il s'agissait de reprendre en mains sa propre base, surtout les jeunes, et en même temps de faire pièce au Comité Vietnam National et aux prochinois. Il s'agissait, sur un terrain précis — celui qui avait le moins d'incidence sur la vie politique française — d'aller aussi loin que les « gauchistes » et même plus loin, en tout cas de faire plus et mieux. Cela le P.C.F. peut le faire, sans risquer de mécontenter la bourgeoisie française et il a décidé de le faire.

Dans ces conditions, le P.C.F. lançait la concurrence et posait le problème sur le terrain des rivalités et de la surenchère.

Car il n'est pas question pour les comités Vietnam existants de se rallier purement et simplement au Comité d'Action du P.C.F. Celui-ci veut les détruire, son objectif même est de les éliminer : de les isoler d'abord, puis de les vider peu à peu de leur substance en les privant de leur raison d'être.

Les Comités Vietnam existants ont risposté en organisant avant le P.C.F., plus vite, et plus radicalement que lui, certaines manifestations qui furent, étant donné leurs forces actuelles, d'incontestables succès pour eux.

Ces manifestations restent coupées de la grande masse de l'opinion publique et de l'opinion ouvrière en particulier, mais elles attestent de la combattivité et du dynamisme de la jeunesse qui est la force vive où recrutent ces organisations. *M.T.*

DES CONTRE-MANIFESTANTS AUTHENTIQUEMENT DEMOCRATES »

" LE MONDE " du 15-2 relate en ces termes un incident survenu lors de la manifestation du 13 février :

« Peu avant la fin du défilé, un incident met aux prises les membres du Comité de soutien au Vietnam et des contre-manifestants, qui tentent vainement d'arracher des drapeaux rouges, et des banderoles, mais qui sont rapidement expulsés ; des coups sont échangés, tandis que redoublent les cris « Paix au Vietnam ».

En réalité, les contremanifestants n'étaient autres que les habituels membres du P.C.F. utilisés pour cogner contre l'extrême-gauche.

Les « malheureux » n'avaient pas très bien compris le subtil revirement de leur parti sur le Vietnam, pas plus que les raisons de la création des Comités d'Action et les nouveaux mots d'ordre de « victoire » au lieu de « paix » (voir « Voix Ouvrière », n° 12).

Ils étaient tellement habitués à se heurter avec tout ce qui apparaît à gauche du P.C.F. que spontanément, quand ils ont vu arriver le groupe du Comité Vietnam National bien organisé, bien encadré, et décidé, ils n'ont pas pu s'empêcher de resserrer leurs rangs pour l'empêcher de pénétrer sur la place de la Bastille. Ils reprirent même le mot d'ordre «Paix au Vietnam » alors qu'ils criaient encore quelques instants auparavant « Victoire pour le Vietnam ».

Quelques gros bras se sont précipités pour arracher des banderoles (en faveur du peuple vietnamien !) et des drapeaux (du F.N.L. !)

Ce n'est que par la parfaite discipline et le sang-froid des membres du C.V.N. que la bagarre générale a été évitée. Heureusement aussi quelques autres membres du P.C.F., plus « politiques » que les cogneurs sont intervenus afin d'arrêter leurs camarades. Il s'en est même fallu de très peu pour que la bagarre se déroule entre eux, chacun prenant l'autre soit pour un provocateur, soit pour un flic, ou un « gauchiste »...

« Si tu les défends, c'est que t'es avec ces salauds » ! « Et toi, t'as rien compris: « Victoire aux Vietnamiens » a été décidé par notre Comité d'Action »... « Oh ! Tu parles... et d'ailleurs t'as ta carte ? » « Et toi ? »...

Pendant ce temps le Comité Vietnam National passait et les « contremanifestants » se calmaient.

Y. J.

PERMANENCES

★ PARIS :

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, **le samedi de 16 h à 20 h**, 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, **le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, **le jeudi, 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro: Porte de Clignancourt, **le mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ BANLIEUE :

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudi, de 18 h à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro ». angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi** de 18 h à 19 h 30.

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), **le samedi, de 17 h à 20 h.**
— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**
— « Bar du Pont », rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**
— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 h.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis,** de 16 h à 17 h 30.

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Au « Bon Accueil » (J. Jacquet), 6, rue Saint-Etienne, **tous les vendredis de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance Bar », 2, rue des Tréfileries, **tous les jeudis de 15 h à 16 h.**

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café Allemann, **le vendredi 1er mars de 12 h à 13 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

VIETNAM 1968 :

PREMIÈRE TERRE MARTYRE DE LA IIIe GUERRE MONDIALE

DEUX cent mille soldats américains de plus vont aller poursuivre au Vietnam la plus injuste en même temps que la plus atroce des guerres. C'est du moins ce qu'a laissé entendre Johnson qui a déclaré que les U.S.A. « relèveraient le défi ».

Nous ne doutons pas, et personne n'en doute, que si les U.S.A. mobilisent toutes leurs ressources matérielles et humaines, ils pourront maintenir des troupes au moins en quelques points de ce petit pays.

Mais ce dont plus personne ne doute non plus, c'est que les U.S.A. ont essuyé là-bas une défaite. A qui fera-t-on croire maintenant qu'ils ne font pas la guerre à tout le peuple Vietnamien, au Nord comme au Sud ? Où le F.N.L. trouverait-il la force, l'énergie et les hommes, nécessaires à l'extraordinaire combat qu'il est capable de mener, s'il n'avait pas l'appui de toute la population qui lui fournit autant de combattants qu'il est capable d'en armer?

L'impérialisme américain se cramponne au Vietnam, non pour protéger le Sud « agressé » par le Nord, mais parce qu'il se prépare à une guerre contre la Chine et contre l'U.R.S.S., guerre dont le Vietnam est la première bataille.

Pratiquement vaincu, moralement vaincu en tout cas, l'impérialisme U.S. préfère tout détruire au Vietnam, hommes et villes, plutôt que de se retirer, sans souci de l'opinion mondiale, sans souci de se justifier, avec comme seule loi celle du plus fort. C'est un crime gigantesque contre l'humanité: c'est plus que l'anéantissement de Varsovie par l'armée allemande ; cela n'a comme différence avec Oradour que la démesure. Mais les U.S.A. s'en moquent: il ne doit pas être dit qu'ils puissent être vaincus !

Et le visage du Vietnam d'aujourd'hui c'est celui de toute la terre demain : villes rasées, populations brûlées vives ou ravagées par les épidémies.

Voilà ce qui attend l'Asie mais aussi l'Europe. Voilà ce qui attend peut-être les adversaires de l'impérialisme U.S. mais aussi, à coup sûr, comme au Vietnam, ses « alliés » ; en tout cas les plus vulnérables d'entre eux, ceux dont les territoires seront les champs de batailles de la troisième guerre mondiale.

Quelle humanité attendre de généraux qui affirment sans sourciller qu'ils acceptent de « détruire une ville pour la sauver », et cela sans laisser à la population civile la moindre chance d'échapper au massacre.

Voila à quels crimes se livrent les dirigeants de la plus grande puissance mondiale, chef de file de tous les pays capitalistes, rien que pour prouver au monde qu'ils sont prêts à tout, plutôt que céder.

Comment croire que les mêmes hommes, ceux qui sont à la tête des U.S.A., comme ceux qui dirigent tout le monde capitaliste, accepteront un jour, sans combat, pacifiquement d'abandonner toutes leurs possessions, de laisser d'autres hommes organiser la société sur des bases socialistes, simplement parce qu'une majorité de la population s'est prononcée pour cela ?

Non, ces hommes nous le montrent au Vietnam, ils préféreront précipiter le monde dans une guerre horrible, ils prendront le risque de conduire à sa perte toute l'humanité, mais ils ne céderont pas sans combat. La coexistence pacifique n'est qu'un leurre qui brûle en ce moment même au Vietnam.

Regardons le Vietnam, regardons le bien, il est notre propre avenir. Il est ce que sera demain pour nous, la guerre que prépare l'impérialisme. Nous pouvons nous cacher la tête dans le sable, mais nous ne pourrons pas éviter ce sort.

A moins de détruire l'impérialisme du dedans, à moins que les classes ouvrières des pays avancés s'arment moralement et matériellement pour arracher le pouvoir de nuire, par la force puisqu'il le faut, aux déments qui possèdent le monde et le gouvernent en fonction de leur intérêt borné. Sombre perspective ? Non ! Il vaut mieux tous comptes faits, être un combattant vietnamien qui sait pourquoi il se bat qu'un soldat américain qui doit bien commencer à s'en douter affreusement.

Lénine disait il y a cinquante ans que pour changer le sort de l'humanité il suffirait que « les classes laborieuses fassent pour elles-mêmes ne serait-ce que le dizième des sacrifices qu'elles consentent à faire en vain pour leur bourgeoisie ».

C'est toujours à faire, mais c'est toujours vrai.

(Editorial des Bulletins d'Entreprise)

Je bois à la santé du Monde libre !

NÉGOCIATIONS ET MAUVAISE FOI

M. Dean Rusk, suivi par M. Johnson, vient de déclarer qu'il ne croyait pas que le gouvernement nord-vietnamien ait jamais eu l'intention sincère de négocier. Voilà donc les dirigeants de l'impérialisme américain jouant les pacifistes sincères trompés par des adversaires de mauvaise foi.

Mais qui donc une telle attitude pourra-t-elle encore tromper ? Qui donc pourra apporter le moindre crédit aux déclarations du secrétaire d'Etat américain ?

« Hanoï a traité avec mépris le caractère de la zone démilitarisée entre le Nord et le Sud et a rejeté tous les efforts en vue de rétablir la démilitarisation de cette région », a-t-il osé affirmer, alors que les bombardiers U.S. survolent chaque jour cette zone pour aller porter la destruction et la mort au Nord-Vietnam.

« Hanoï n'a pas non plus manifesté un intérêt quelconque pour l'ouverture de discussions préliminaires à un cessez-le-feu général », a-t-il encore dit.

Mais sur quoi pourraient porter des négociations sincèrement désireuses de mettre fin à la guerre, si ce n'est sur la suppression des causes de celle-ci. Or, la seule cause du conflit, c'est la présence des troupes américaines. Si le peuple vietnamien se bat depuis des années, c'est parce qu'il préfère, malgré les horreurs de la guerre, lutter pour sa liberté, plutôt que de tolérer la « paix » et l'occupation impérialiste.

Si elle a jamais tenu, la fiction de l'aide américaine à un gouvernement sud-vietnamien représentatif de son peuple s'est lamentablement écroulée dès les premiers jours de l'offensive du F.N.L.. Personne ne parle plus aujourd'hui du gouvernement fantoche des généraux Thieu et Ky, ni de l'armée sud-vietnamienne qui serait sous leurs ordres. C'est plus ouvertement que jamais l'impérialisme américain que l'on voit faire la guerre à tout un peuple. Et à un peuple qui montre qu'il est prêt à tout pour chasser l'envahisseur.

Il ne pourra y avoir de paix au Vietnam que lorsque les Américains en seront partis. Et c'est pourquoi les discours des Dean Rusk ou des Johnson sur la bonne ou la mauvaise volonté des Nord-Vietnamiens pour négocier n'ont aucun sens.

Les seules négociations susceptibles de ramener la paix, ce sont celles qui prendraient comme base de départ l'inéluctabilité de l'évacuation du Vietnam par les troupes américaines et qui se proposeraient d'en examiner les modalités.

Mais pour le moment, les dirigeants politiques de l'impérialisme américain, et l'état-major, refusent d'envisager une telle éventualité. Ils se livrent à un génocide systématique du peuple vietnamien. Et toutes leurs déclarations à propos d'éventuelles négociations n'ont pour but que d'essayer de jeter un voile, au demeurant fort ténu, sur leurs véritables intentions, sur leurs véritables buts de guerre.

C'est une politique qui n'a pas le mérite de l'originalité. Guy Mollet, lui aussi, offrait des négociations au F.L.N. en 1956 en Algérie, dans le même style « arrêtez les combats et nous discuterons ensuite ». Mais le peuple algérien savait bien qu'il ne pourrait obtenir quelque chose de l'impérialisme français que les armes à la main. Et le peuple vietnamien sait qu'il n'y a qu'en combattant qu'il pourra conquérir sa liberté.

C. JUNG.

U Thant à sa sortie du siège de la délégation du Nord-Vietnam à Paris
(Photo A.F.P.)

Au « Cercle Léon Trotsky » de Paris

« Qu'est-ce qu'être un révolutionnaire en 1968 ? », tel était le sujet de la dernière réunion du « Cercle Léon Trotsky » de Paris, le lundi 12 février, à la Mutualité.

Il s'agissait bien sûr d'une allusion au titre de la brochure de Waldeck Rochet « Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ? » et la soirée fut consacrée à la discussion des thèses du P.C.F. sur les « voies pacifiques » vers le socialisme.

Une assistance nombreuse, plus de 850 personnes (il est vrai que les vacances scolaires avaient permis à de nombreux jeunes provinciaux de venir à cette réunion), et attentive, suivit l'exposé de notre camarade.

Celui-ci s'attacha à montrer que ces « voies nouvelles » que le P.C.F. préconisait, n'étaient que les vieilles idées réformistes de Bernstein camouflées sous une phraséologie qui se voulait « révolutionnaire », et qu'en 1968 comme il y a cinquante ans, ce qui distinguait les révolutionnaires authentiques des réformistes de tout genre, c'était la fidélité à la révolution russe, et à la politique des bolchéviks.

Six personnes prirent la parole lors de la discussion, deux d'entre elles notamment pour défendre les idées « gauchistes » (elles-mêmes employaient le terme) et contester notre analyse des buts du P.C.F., et de la politique qu'il emploie pour y parvenir.

Rappelons que la prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky aura lieu le 11 mars, et que le sujet traité sera le suivant : « Au Vietnam, l'impérialisme américain prépare-t-il la troisième guerre mondiale ? »

N.B. — La plupart des exposés du Cercle Léon Trotsly de Paris sont, ou seront, au fur et à mesure, édités sous forme de brochures. Ils sont en vente à la librairie du Cercle Léon Trotsky.

LUTTE DE CLASSE

Numéro 12 - Mois de février 1968

Au sommaire :

— **La construction du Parti Révolutionnaire et la tactique entriste.**

— **Le sentiment national et le mouvement révolutionnaire dans les pays impérialistes.**

LA RENCONTRE KIESINGER-DE GAULLE

Leur Europe et la nôtre

DANS le cadre des rencontres prévues par le traité d'amitié franco-allemand, une soixantaine de ministres, de secrétaires d'Etat, de hauts fonctionnaires de toutes sortes des deux pays se sont retrouvés à Paris. Rencontre d'anniversaire, à laquelle presse et gouvernement ont accordé, qui l'honneur de la une, qui la pompe des grandes occasions.

Comme il est de coutume en pareille circonstance, les professions de foi en la pérennité de l'amitié des deux peuples, et, au-delà, en l'avenir de l'Europe Unie, ont inondé les déclarations officielles. Les laborieuses tractations et les marchandages de couloir ne semblaient viser qu'un seul but : faire avancer la cause de l'unification européenne, intérêt commun de l'un et de l'autre peuple. Le communiqué final a été présenté comme un succès, comme le résultat d'un pas en avant, en tout cas comme le signe d'une parfaite identité de vues. Même de Gaulle s'est abstenu de ses habituels éclats intempestifs et, quant à Kiesinger, l'euphorie du déjeuner officiel aidant, il a trouvé le ton lyrique qui convenait pour dépeindre la dure mais combien exaltante tâche à laquelle nos gouvernants se seraient attelés.

« Nous sommes, avant tout, unis dans la volonté d'édifier, ensemble, la maison européenne, la grande maison européenne. Ceci est, au-dessus des péripéties de l'histoire et au-delà de toutes les divergences du moment, l'unique aspiration, l'unique grand but. Que nos deux peuples se soient unis pour atteindre ce but, voilà l'un des événements les plus heureux de notre temps ».

Que la perspective est belle et la tâche exaltante ! Mais une fois les palabres achevées, les déclarations faites, les avions de la délégation envolés et les restes du toast de l'Elysée nettoyés, l'Europe Unie, l'Europe des peuples reste au même point où elle était avant et où elle sera après — tout au moins tant que ce sont des de Gaulle et des Kiesinger qui prétendent en assumer la charge —c'est-à-dire, nulle part.

Pourtant, l'Europe des peuples étouffe dans l'Europe des patries. Pourtant, les frontières qui déchirent le continent, qui en font une mosaïque d'Etats à l'échelle d'un autre âge apparaissent de plus en plus anachroniques.

Que serait, que pourrait être une Europe mettant en commun ses richesses, sa formidable puissance économique, son acquis culturel !

Une Europe qui ne serait pas tronçonnée par les barrières des douaniers ou les refuges des gardes-frontières, une Europe où chaque peuple pourrait vivre non pas aux dépens et contre les autres, mais avec les autres.

Mais cette Europe des peuples n'est ni dans les intentions de De Gaulle et autres Kiesinger, ni dans leurs moyens. Ils représentent, chacun de leur côté, leur bourgeoisie. Ces bourgeoisies se sont constituées, se sont développées à l'abri des frontières nationales, sous la protection d'Etats nationaux.

Leurs marchandises et leurs capitaux traversent certes, depuis longtemps, des frontières. Mille liens indestructibles unissent leurs économies. Mais ces économies restent dominées par la recherche de profits. Et si la soif du profit des uns et des autres est illimitée, le marché, lui, ne l'est pas ou peut ne pas l'être ; garder son marché et grignoter celui de l'autre s'impose avec force de loi.

L'Etat national est un des moyens, un des instruments pour sauvegarder sa chasse, et, le cas échéant, conquérir celle du voisin. On n'a jamais vu aucune bourgeoisie se déssaisir, au nom d'intérêts supérieurs, d'un instrument qui garantit les siens. A moins que cela soit par la force des armes.

Chaque bourgeoisie peut, si elle estime que tel est son intérêt momentané, abaisser ses droits de douane, déverrouiller quelque peu son système de protection économique. Mais c'est toujours donnant-donnant. Et surtout, même en levant momentanément la barrière douanière, elle tient à en garder la commande. C'est-à-dire, l'Etat national.

Alors si l'émouvante envolée de Kiesinger sur la « maison européenne » était pour la galerie, les discussions et les tractations ne l'étaient certainement pas.

Mais « l'idéal européen » des uns et des autres n'a pas grand chose à voir dans ces marchandages dont l'objet est, en général, bien plus matériel. Ou, tout au moins, l'Europe des capitalistes français est d'autant plus idéale, qu'elle permet d'écouler plus de voitures, d'avions français, qu'elle permet de réaliser plus de profits pour la bourgeoisie française. Et en changeant ce qu'il faut changer, l'idéal des capitalistes allemands ressemble comme un frère à celui des capitalistes français.

Aussi, rien d'autre ne peut sortir de ces marchandages qu'un meilleur aménagement des intérêts des capitalistes des deux bords du Rhin ; mais ces intérêts et leur sauvegarde excluent la possibilité de voir un jour disparaître les Etats nationaux. L'Europe des patries, des douaniers et des garde-frontières est solidement ancrée dans l'économie où domine la recherche du profit, dans l'économie capitaliste. L'Europe Unie ne pourra naître que sur les ruines du capitalisme. Elle ne saurait être que socialiste.

G. KALDY.

De Gaulle et Kiesinger. Ils sont d'accord ?... C'est possible, mais ce n'est sûrement pas des intérêts des travailleurs qu'il s'agit. (Photo U.P.I.)

MOYEN-ORIENT :

La seule solution négociable... Désioniser l'Etat d'Israël

PENDANT près de huit heures les forces armées jordaniennes et israéliennes se sont affrontées très durement sur toute l'étendue du Jourdain qui sert désormais de frontières entre les territoires conquis par Israël et la Jordanie.

Il est, bien sûr, difficile, sinon impossible, de déterminer la cause de pareils « incidents ». Et là n'est d'ailleurs pas la question.

Le vrai problème est que peu à peu, sans doute, le peuple israélien se rend compte que non seulement la victoire de juin n'a rien résolu, mais qu'elle a encore, et cela paraissait impossible à l'époque, envenimé le problème des rapports israélo-arabes.

Pour les dirigeants sionistes, le peuple israélien n'avait rien à perdre et tout à gagner de la guerre de juin puisque celle-ci devait obliger les gouvernements arabes à s'asseoir à une table de discussion, premier pas vers une reconnaissance de fait, sinon de droit, de l'Etat d'Israël par ses voisins.

Aujourd'hui de ce point de vue on en est au même point. Aucun pays arabe, y compris ceux les plus liés à l'impérialisme anglais (Jordanie) ou américain (Arabie Séoudite, ou Liban) n'a reconnu l'Etat d'Israël. Et ils auraient difficilement pu le faire sous peine de provoquer des troubles graves dans leur population ; ce à quoi ils ne tiennent pas.

A l'intérieur du territoire contrôlé par Israël, la situation est pire qu'avant juin. Les attentats, les représailles, les exactions se succèdent à un rythme de plus en plus rapide. Et l'armée israélienne se transforme peu à peu en une armée d'occupation en en prenant les traits les plus hideux.

« Les arabes ne veulent pas négocier » est le leit-motiv habituel des sionistes de gauche. « Voyez, leur obstination ne fait que renforcer les ultra-nationalistes juifs » affirme le Mapam, le plus « à gauche » des partis sionistes.

Mais pourquoi les arabes négocieraient-ils ? Avec qui, d'ailleurs, pourraint-ils négocier ? Avec la bourgeoisie israélienne qui, en 1949, a occupé Eilath, qui en 1956, en accord avec les impérialistes franco-anglais a envahi l'Egypte, qui en 1958 a autorisé le survol de son territoire par l'aviation britannique volant au secours de la monarchie hachémite d'Irak ?

Avec les Eschkol, les Dayan, qui après avoir juré le cœur sur la main qu'ils n'annexeraient rien du tout... ont annexé la partie orientale de Jérusalem, puis Gaza, et qui installent des kiboutzim militaires sur les plateaux du Golan (Syrie) et déclarent que le Jourdain est, tout compte fait, une frontière naturelle d'Israël ?

C'est cela que couvrent les sionistes de gauche en participant à un gouvernement qui emprisonne des militants ouvriers. Il n'y a pas de fumée sans feu. Si les différents leaders arabes ont pu démagogiquement exacerber le nationalisme des masses populaires contre Israël, c'est que l'Etat israélien apparaît depuis sa naissance comme un des gendarmes de l'impérialisme dans la région. Et pour le fellah syrien ou égyptien, pour l'étudiant d'Amman ou d'Alger, la violence des autorités israéliennes contre les arabes palestiniens est ressentie comme une humiliation de la nation arabe.

Et dans ces conditions, le jour où un régime arabe entamera des négociations avec l'Etat Israélien tel qu'il est, c'est-à-dire sioniste, cela signifiera qu'auparavant les masses populaires dans ce pays auront été muselées.

Nous sommes de ceux qui avons toujours affirmé que les Juifs de Palestine ont parfaitement le droit de posséder leur propre Etat... à la condition, bien sûr, qu'il ne leur serve pas à opprimer un autre peuple, ce qui est le cas aujourd'hui.

Et là est le problème. Le sionisme, en tant que mouvement nationaliste a de tout temps été dirigé contre le mouvement d'émancipation des masses arabes en s'appuyant ou tentant de s'appuyer, sur la Turquie d'abord, sur l'Angleterre ensuite, sur les U.S.A. enfin.

C'est pourquoi le problème de l'Etat d'Israël n'est pas un problème territorial (retour aux frontières décidées par l'ONU en 1946) mais un problème politique. Tant que l'Etat d'Israël sera sioniste, c'est-à-dire en fait, raciste, confessionnel et anti-arabe, tant que le peuple Juif de Palestine en opprimera un autre, aucun arabe ne pourra accepter l'existence de l'Etat d'Israël comme un fait accompli.

C'est pourquoi, les comités d'intellectuels récemment formés en France qui discutent, sincèrement ou non, de l'éventualité d'une solution négociée du conflit devraient se rendre compte que pendant ce temps, les autorités sionistes s'occupent de matérialiser sur le terrain une « solution concrète » qui consiste à vider le pays de ses habitants arabes (4.000 « expulsions volontaires » par mois) et à briser ceux qui veulent y rester.

Une telle solution dans la pire tradition colonialiste ne peut se retourner que contre le peuple Juif de Palestine.

Et c'est pourquoi en ne formulant que des regrets devant le « cycle infernal attentats-répressions » ou autres banalités de cette sorte, les divers comités d'intellectuels de gauche se rendent complices d'un régime qui devient pour tout son peuple le fossoyeur de sa propre existence.

Et aujourd'hui pour les véritables amis du peuple israélien, le meilleur moyen d'aider les Juifs d'Israël est d'abord de lutter pour la libération de tous les emprisonnés politiques arabes, et pour une désionisation de l'Etat Juif. Et cette lutte n'est pas distincte de celle pour le socialisme et la Fédération socialiste du Moyen-Orient.

L. S.

Khalil Touame devant le tribunal militaire

KHALIL TOUAME, secrétaire du Comité des Etudiants Arabes de l'Université de Jérusalem et militant de l'Organisation Socialiste Israélienne sera incessamment déféré devant un tribunal militaire. Cette décision a été prise par le juge d'instruction à l'insu du défenseur de Touamé, qui a vigoureusement protesté contre cette atteinte aux droits élémentaires de la défense. Si la campagne lancée en faveur de Touamé et des emprisonnés politiques a permis de lui éviter un jugement sommaire devant une cour martiale et à imposer aux autorités israéliennes de faire comparaitre Touamé devant un juge d'instruction, sa détention (garde à vue) n'en a pas moins été prolongée pour la deuxième fois consécutive le 7 février. Parallèlement, de l'aveu même des autorités israéliennes, le nombre de prisonniers arabes pour faits de résistance se chiffre aujourd'hui à plus de 1250. D'autre part une trentaine de dirigeants du parti communiste (Rakkar, dont cinq membres du Comité Central, un membre du Bureau Politique, trois responsables des jeunesses communistes et tout le comité de rédaction d' « Al Ittihad » organe du P.C. en langue arabe, ont été assignés à résidence. Un autre militant communiste, Khaled Zuheil, est passible de 5 ans de prison et de 10.000 livres israéliennes d'amende pour avoir été trouvé en possession d' « Al Ittihad » à Gaza. Plus que jamais la campagne de solidarité avec les emprisonnés doit se poursuivre.

Envoyer les protestations à l'Ambassadeur d'Israël à Paris, 143, avenue de Wagram - Paris-XVII[e].

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION

France : **Lettres de protestation de Maxime Rodinson, Jean Baby, Chistiane Rochefort, Laurent Schwartz, Jean Pronteau, Charles Bettelheim, de l'A.G. UNEF de Nanterre et de Rouen, du bureau national de la J.C.R., de Voix Ouvrière.**

Intervention auprès de l'ambassade de Daniel Meyer, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme.

Angleterre : **Intervention auprès du gouvernement israélien «d'Amnesty International » et du « Bertrand Russel Committee » et de divers députés du Parti Travailliste.**

Belgique : **Dans son numéro du 3 février le journal socialiste « La Gauche » en publiant un communiqué de l'Organisation Socialiste Israélienne écrit :**

« Ainsi se confirment les signes « avant-coureurs d'une suppression graduelle des libertés démocratiques dans la vie politique israélienne que nous avions relevés précédemment dans ces colonnes. On veut croire que les milieux de gauche qui se sont laissés abuser par une propagande habile voudront se joindre à nous pour proclamer leur solidarité avec les révolutionnaires israéliens et exiger la libération de Khalil Touamé. C'est en tout cas le meilleur service qu'ils sauraient rendre au peuple Israélien. »

Sénégal : **50 universitaires et étudiants dakarois ont signé une pétition demandant la libération de tous les emprisonnés politiques d'Israël.**

LES SYNDICATS AU SECOURS DE WILSON

POUR voler au secours de l'économie britannique en détresse, une campagne de soutien à la Grande-Bretagne (Back Britain) fut lancée. Il s'agissait, ni plus, ni moins, pour les ouvriers et employés, de travailler chaque jour une demi-heure gratuitement ! Voilà bien qui doit résoudre le blocage des salaires et le chômage — on a calculé que si tous les ouvriers britanniques appliquaient la demi-heure, il y aurait 300 000 chômeurs en supplément — sans parler de l'augmentation d'horaire que cela représente : la moyenne hebdomadaire est déjà de 46 h 30.

Le plus triste dans cette campagne, c'est qu'elle ait été suivie. En effet, aux usines Colt, cinq employées avaient soutenu activement la campagne, et pendant cinq semaines ont fait leur demi-heure gratuite, suivies par d'autres ouvrières de l'usine. Leur bel effort fut interrompu à la suite de dissensions internes dans le syndicat avec les « délégués » (shop-stewards). Ces derniers ont déclaré « beaucoup regretter qu'après avoir entrepris cette campagne avec le désir sincère de venir en aide au pays, des luttes internes se soient développées dans leur cher syndicat ».

Puis ils ont proposé, comme solution de rechange, la création par la Direction d'un « comité de productivité » chargé d'étudier les moyens d'augmenter la productivité...

La direction a, bien entendu, applaudi à cette proposition, d'autant plus que les volontaires pour les demi-heures devenaient rares dans l'usine.

Et comme il n'y a décidément pas de limites au cynisme, le secrétaire du syndicat des ouvriers de la mécanique a salué cette proposition en ajoutant simplement qu'il serait bon que la compagnie Colt réponde à ce geste en gratifiant les ouvriers d'une troisième semaine de congés payés et d'indemnités-maladie, qui sont obtenues dans d'autres usines...

Avec des syndicalistes de cette trempe, Wilson est assuré de fidèles lieutenants et les patrons britanniques peuvent dormir sur leurs deux oreilles.

Notons tout de même que d'autres syndicats ont dénoncé la campagne « Back Britain » et que la classe ouvrière dans sa majorité n'est pas entrée dans la « combine ». Elle aura en tout cas appris à se méfier de certains qui se prétendent ses défenseurs.

L. TOURFAN.

LES ÉTUDIANTS ET LE DROIT DE CITÉ

DEPUIS plusieurs semaines, les étudiants logés en cités universitaires protestent contre le règlement intérieur qui leur est imposé. A Nantes, la semaine dernière, de violentes bagarres les opposèrent à la police qui les chargea violemment. C'est, bien entendu, un étudiant qui fut déféré au parquet pour coups et blessures à agent.

On voudrait nous faire croire que ces étudiants, logés en cités, sont des privilégiés car ils ont, eux, la chance d'avoir une chambre confortable pour un loyer bien moins élevé qu'en ville. De quoi auraient-ils à se plaindre ? Ils bénéficient d'œuvres sociales réalisées par l'Etat, et ils voudraient encore revendiquer !

Le droit à l'instruction, ce droit qui existerait pour tous les citoyens, n'est en fait réservé qu'à une minorité privilégiée, parce que fortunée. La sélection qui se fait à l'entrée des facultés n'est pas tant celle du mérite que celle du porte-monnaie. Et le gouvernement se charge de faire sentir à ceux qui ne peuvent poursuivre leurs études qu'en bénéficiant de bourses, de chambres en cités, en mangeant aux restaurants universitaires, qu'ils vivent d'aumônes, qu'ils doivent accepter sans discuter.

Des protestations ont déjà eu lieu dans le passé contre la mauvaise qualité de la nourriture des restaurants universitaires. Actuellement, c'est contre un règlement intérieur « vissant » les étudiants que ces derniers manifestent. Ils réclament la liberté de circulation et de visites dans les pavillons alors qu'actuellement des cerbères gardent les entrées interdisant à tout garçon de pénétrer dans un bâtiment de filles et vice-versa. La presse a monté en épingle les « occupations » de chambres menées en guise de protestation, et le gouvernement a argué du fait qu'il fallait « protéger les mineur(e)s ». Mais en fait, le règlement, sur ce point, ne recouvre qu'une énorme hypocrisie et une volonté de brimade évidente.

Ce n'est pas d'ailleurs la seule revendication des étudiants. Ils réclament la liberté d'information, d'expression et de réunion. Car, dans les résidences, en province en particulier, il est interdit de diffuser des tracts, de vendre des journaux politiques, d'afficher quoi que ce soit qui ne soit pas revêtu du visa directorial. Ceux qui ont « la chance » d'être en cités, n'ont qu'à se taire sur les problèmes qui agitent le monde ou le pays ! Et la menace d'exclusion pèse sur eux, menace d'autant plus grande que les loyers en ville sont inabordables.

Le gouvernement fait des avantages sociaux minimes qu'il accorde autant de moyens de chantage. De la grande misère de l'Université, l'Etat fait une vertu et entend qu'en échange d'une chambre, les étudiants acceptent de ne s'intéresser qu'à l'histoire d'il y a cinq siècles, ou à la biologie, en restant insensibles à la guerre du Vietnam ou à la situation des travailleurs de la Saviem.

Ce n'est pas d'ailleurs seulement vis-à-vis des étudiants que l'Etat fait de toute réalisation sociale un moyen de réduire les libertés. Et ces libertés inscrites en tête de la constitution sont journellement entravées dans la vie courante. Il est interdit de vendre des journaux ou de diffuser des tracts dans les couloirs du métro, sur les terre-pleins des bus, dans le périmètre des gares. La liberté de la presse, de réunion, d'expression même ne sont garanties qu'en fonction de la richesse. Pour publier un journal, avoir des locaux, il faut payer - sinon obtenir des autorisations - et ce sont toujours les plus défavorisés de la société, - les travailleurs - qui ne peuvent s'exprimer sans mille entraves.

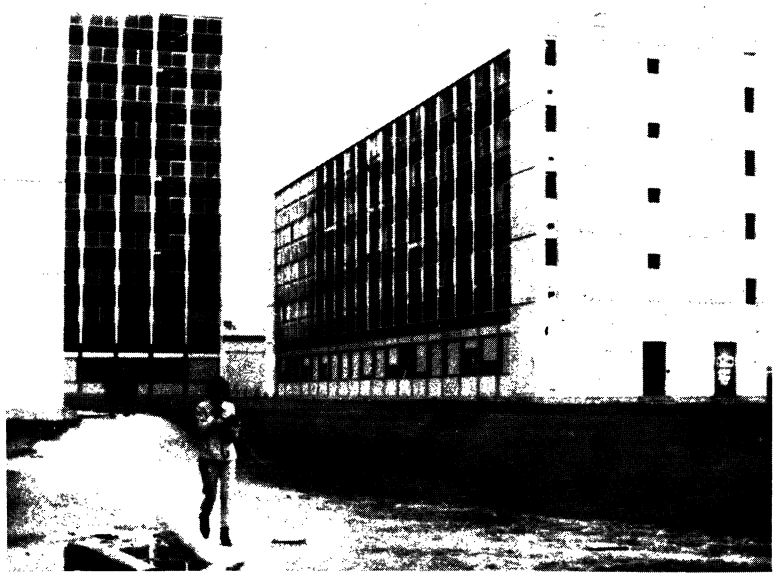
Les étudiants, pour leur part, s'ils ne sont pas parmi les plus défavorisés, n'en sont pas moins brimés, du fait qu'ils sont jeunes et que, pour certains, ils ont besoin « d'aide » - bourse, chambre en cité - pour pouvoir faire leurs études.

Et leurs revendications s'inscrivent dans le cadre des libertés de l'individu. Si leur lutte se déroule à une échelle moindre que celle des étudiants d'Alger et d'Espagne, ils ne se battent pas sur un terrain différent.

Et l'on peut juger de l'hypocrisie de la grande presse française qui rapporte avec quelques sympathies la lutte des étudiants algériens ou espagnols, alors qu'elle montre beaucoup moins de bienveillance pour les étudiants de Nantes chargés par les policiers et les C.R.S. !

Sylvie GRENET.

Ce n'est pas seulement pour les repas qu'ils manifestent, c'est aussi pour jouir des droits que la constitution reconnaît soi-disant à tous les citoyens.
(Photo U.P.I.)



La Cité Universitaire de Nanterre. (Photo « Voix Ouvrière ».

A PROPOS DE LA CRISE BELGE

L'oppression nationale, sous-produit de l'exploitation capitaliste

L'UNIVERSITE de Louvain, où étudiants flamands et wallons se sont violemment heurtés, a été le point de départ du rebondissement de la crise plus générale que traverse la Belgique et qui met en cause les structures de l'Etat. Partie de l'université catholique, l'agitation a pu conduire au renversement du gouvernement belge parce qu'elle a provoqué de vives réactions dans le pays. Ainsi, dans la Flandre, l'immense majorité des écoliers s'est mis en grève, avec l'appui de leurs parents, pour défiler dans les rues en criant : « Les Wallons à la porte ! »

Les étudiants flamands de Louvain revendiquent le départ de la section francophone de l'université. Les Flamands estiment que l'enseignement français hors du territoire wallon porte atteinte à leur intégrité culturelle : il n'existe en effet aucun centre d'enseignement flamand en Wallonie car les Wallons n'acceptent pas le bilinguisme imposé aux seuls Flamands.

Les récents incidents entrent dans le cadre d'une lutte pour la reconnaissance de l'égalité de la langue flamande avec celle de Wallonie.

Que les Flamands engagent le combat pour l'égalité culturelle avec les Wallons, qu'ils réclament le droit à l'autonomie, dans le cadre d'un Etat fédéral, voilà qui ne peut recueillir que le soutien des révolutionnaires qui, depuis fort longtemps, se réclament du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais la lutte contre l'oppression nationale des Wallons, dont la classe dirigeante a pendant des dizaines d'années imposé la langue française et sa culture à la majorité des Belges, pour juste qu'elle soit, a ses propres limites : ne pas voir que l'oppression nationale n'est qu'une des formes, des conséquences de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire de l'oppression capitaliste, conduit nécessairement la lutte pour les droits nationaux flamands dans une impasse.

Le problème du nationalisme flamand n'est qu'un aspect du problème des nationalités qui se pose dans le monde à l'heure actuelle. Dans la seule Europe, de l'Ecosse aux Balkans, on enregistre de nombreux signes du réveil des nationalités : des députés séparatistes écossais et gallois siègent à Westminster. Le nombre des membres du parti nationaliste gallois est passé, en quelques années, de 2 000 à 80 000. Les Jurassiens francophones contestent la souveraineté du canton de Berne. A Chypre, la guerre entre Grecs et Turcs peut se rallumer d'un instant à l'autre. En Yougoslavie, un fossé sépare Serbes et Croates. Catalans et Basques s'agitent et il n'est jusqu'aux nationalistes bretons qui ne font parler d'eux.

Ce réveil des particularismes est la marque de l'incapacité du système capitaliste de développer sans entraves les cultures nationales. Et c'est pour cette raison même que la lutte pour les droits nationaux ne peut être qu'extrêmement limitée et conduit souvent dans une impasse : même dans l'hypothèse où l'agitation nationale conduit à l'indépendance (ce qui a été possible pour des pays aussi petits et aussi peu peuplés que la Haute-Volta, la Sierra-Leone ou la Jamaïque), cette « indépendance » ne pourrait réellement améliorer le sort des populations de ces pays. Serait-il viable, un Etat flamand, ou basque, ou écossais connaîtrait des conditions pénibles de survie dont les masses seraient les premières à supporter les conséquences.

Car les liens qui existent entre l'économie et la culture sont indissolubles. Pour être satisfaits, les besoins culturels de la nation en éveil exigent une économie entièrement à son service. Cette économie à la disposition des hommes et des peuples ne peut être qu'une économie socialiste où les forces productives, libérées du carcan de la propriété privée, s'épanouissent sans entraves.

Cette tâche gigantesque et grandiose ne peut être que l'œuvre du prolétariat qui, en détruisant la société capitaliste, créera les conditions d'une économie où toutes les cultures pourront s'épanouir.

Ainsi les travailleurs russes au pouvoir en 1917 ont-ils fait plus, pour le développement des cultures nationales, que les classes possédantes n'avaient fait en plusieurs siècles. Dès la fin de la guerre civile, l'enseignement était donné en près de quatre-vingt langues différentes. Pour la plupart de ces idiomes, il avait fallu créer des alphabets ou remplacer les alphabets asiatiques par des alphabets latinisés plus commodes. Des journaux paraissaient en autant de langues, permettant un réel développement national. Il est vrai que la prise du pouvoir par la bureaucratie devait donner une deuxième vie à l'oppression grand'russe dans l'ancien empire des tsars. Il n'en demeure pas moins que le premier pouvoir prolétarien a montré ce qu'il était possible de faire pour le développement national dans une société débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Mais dans le cadre d'une société dominée par l'exploitation de l'homme par l'homme il n'y a pas de réel développement culturel possible. Tant il est vrai que l'oppression culturelle n'est qu'une des formes d'une oppression plus générale qui étouffe la société.

C'est l'exploitation de l'homme par l'homme qu'il faut abolir. Avec elle finiront toutes les autres formes d'oppression, aussi nombreuses que diverses : exploitation des pays arriérés par les pays impérialistes, domination de la femme par l'homme, des jeunes par les moins jeunes, des peuples par leurs dirigeants. Alors et alors seulement, on pourra parler d'un véritable développement de la culture.

F. Delain.

AUX ÉTATS-UNIS

La police se préoccupe des noirs

LA Commission d'enquête sur les « désordres raciaux » (ainsi qu'elle nomme les émeutes qui firent l'été dernier 26 morts et un millier de blessés à Newark et ne furent réprimées qu'au bout de 6 jours avec chars et parachutistes à l'appui à Détroit) vient de faire paraître son rapport qui, outre les paroles hypocrites sur sa bonne volonté et ses sentiments humanitaires, contient des recommandations édifiantes pour qu'à l'avenir la répression soit plus discrète, plus rapide et plus efficace.

Ainsi, après avoir parlé de la nécessité de lutter contre la pauvreté, de mettre au point un programme de formation et d'emploi pour les habitants noirs et d'amélioration des loisirs dans les ghettos noirs pendant les mois d'été (que veut-on faire ainsi oublier aux noirs ?), le rapport souligne que la police n'était absolument pas prête à faire face aux désordres raciaux.

Pour remédier à cet état de choses, il s'agit de prendre des mesures :

— remaniement et renforcement de la police,

— mise sur pied au niveau de l'Etat (New-Jersey) d'un plan de répression des désordres civiques devant englober et synchroniser tous les programmes municipaux,

— un meilleur entrainement de la police pour la répression des émeutes, etc.

Voilà un programme qui en dit long. Il s'agit de mieux faire respecter des lois qui sont, bien sûr, selon le rapport « mises en vigueur pour le bien et la protection de tous » mais que les noirs eux, ne connaissent que par la ségrégation, la misère et l'oppression brutale. Des lois qui pour s'imposer lancent contre les noirs les chiens policiers, et les forces de répression armées de matraques, de pompes d'incendie, de lance-flammes et de tanks.

Et pourtant, ces mêmes lois que fait respecter un réseau policier toujours plus organisé et plus féroce, cachent mal la peur des dirigeants face à toute une population depuis si longtemps opprimée, mais qui est résolue à soulever le joug, à se dresser et à combattre pour sa liberté.

S. VOIRIN.

A la S.E.V. Marchal (Issy-les-Moulineaux)

Les travailleurs en ont assez

DEPUIS des mois, la direction a pris une série de mesures pour renforcer et intensifier l'exploitation des travailleurs. Les mutations, déclassements avec de fortes pertes de salaires, compressions d'effectifs, augmentation effrenée des cadences (surtout pour les ouvrières des ateliers d'essuie-glace, et des chaînes de montage des moteurs 55), maintien des bas salaires... tel est le lot quotidien des travailleuses et travailleurs de la S.E.V.

La direction tente de faire régner depuis des mois une atmosphère de crainte, mais si elle y a réussi en partie, le mécontentement n'en est pas moins très vif ainsi que la volonté d'agir.

Cette situation, après le refus catégorique de la direction de satisfaire les revendications, le 5-2, a conduit les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. à appeler le personnel à descendre dans la cour le jeudi 8 février à 10 heures pour une assemblée générale d'information. Au cours de cette assemblée, à laquelle participèrent environ 300 personnes, un délégué de chaque syndicat exposa les revendications ainsi que les réponses et les arguments de la direction et se déclara résolu à engager l'action et à mobiliser les travailleurs pour obtenir l'augmentation générale des salaires de 0,50 F de l'heure pour les horaires et de 100 F par mois pour les mensuels, la garantie du salaire et la garantie de l'emploi.

Les jours suivants, une série de débrayages eurent lieu, avec assemblée du personnel. Le lundi matin, le meeting réunit de 600 à 800 personnes parmi lesquelles on remarquait comme chaque jour une forte proportion d'ouvrières (en majorité à la S.E.V.), un groupe de « blouses blanches » et d'employés des bureaux, quelques « chronos », des professionnels des ateliers d'outillage, et aussi un grand nombre de travailleurs immigrés, Espagnols, Yougoslaves, Africains, etc. Les ouvrières de la chaine de montage du 55 avaient débrayé dans une très forte proportion et elles avaient de bonnes raisons de le faire car depuis deux semaines, elles subissent en plus de l'accélération inhumaine des cadences, la présence continuelle d'une armée de chronos, chefs du contrôle général et autres « réorganisateurs » des méthodes appliquées.

A ce meeting, deux délégués firent voter une demande d'audience à la direction pour le jour même. Mais ils ne purent obtenir que la promesse d'une réunion du C.E. pour le vendredi suivant. Les syndicats proposèrent alors des débrayages d'une demi-heure par jour pour maintenir la pression en attendant les discussions. Quelques dizaines d'ouvriers réclamèrent davantage de débrayages mais la majorité accepta la demi-heure.

Ce jour-là, les manifestations furent très animées et l'usine retentit des cris, sifflets, slogans : « Augmentez nos salaires... Les chronos à la chaine... Dufresne des sous... A bas les cadences... », etc. Le mardi, l'atelier d'outillage d'études (une quinzaine de professionnels) se mit en grève spontanément à 11 h et ne repris qu'à 17 h, imité par les quelques électriciens de l'usine, pour les mêmes revendications.

Cependant, l'assistance au meeting quotidien était un peu moins nombreuse et on pouvait craindre que le mouvement ne commence à s'essouffler.

Un ouvrier demanda alors la parole pour expliquer que des débrayages d'une heure, même tous les jours, ne seraient pas suffisants pour faire céder le patron et qu'il faudrait se battre plus durement et jusqu'à la satisfaction des revendications. Il proposa ensuite de former un comité de grève afin de s'organiser pour donner plus d'efficacité au mouvement. Cette proposition fut acceptée par l'assemblée, mais le comité reste pour le moment à l'état de projet, tout le monde étant dans l'attente du résultat des réunions du comité d'entreprise et n'envisageant pas d'engager une grève totale.

Le mercredi, le ton remonta très nettement et plusieurs secteurs d'outillage débrayèrent spontanément une heure de plus que l'heure prévue.

Photo « Voix Ouvrière »

L'usine annexe Garibaldi débraye également à 50 % pour une demi-heure. Les syndicats réclament toujours la discussion avec la direction... qui fait la sourde oreille.

Le jeudi les débrayages se poursuivent et un autre atelier d'outillage se joint au mouvement. Le chef du personnel sermonne deux responsables à cause de l'ambiance échauffée de la veille. Aussi ils s'empressent de mettre en garde les travailleurs et de donner des consignes de calme et de prudence : « La direction guette l'occasion de prendre des sanctions et cherche la provocation. Ne tombez pas dans le piège. Ne montez pas dans les bureaux de la direction. Respectez le matériel. La direction veut nous interdire de manifester dans la cour, mais nous utiliserons notre droit de grève... sous d'autres formes. »

Finalement, ils proposent de ne pas faire de mouvement le vendredi afin de ne pas nuire aux discussions et que le patron ne prenne aucun prétexte pour rompre celles-ci — (« on est sans illusion, mais on ne doit rater aucune occasion d'engager le dialogue ») — sont-ils donc vraiment sans illusions ?

L'assemblée adopte cette proposition tandis qu'une ouvrière crie « La grève, c'est pas une heure... c'est toute la journée », exprimant ainsi le sentiment d'un certain nombre de ses camarades.

Le responsable C.F.D.T. déclara qu'en cas de refus de la direction de satisfaire les revendications, il serait nécessaire de continuer la lutte, de l'amplifier, de débrayer plus d'une heure par jour et de mobiliser l'ensemble du personnel. Rendez-vous fut pris pour le lundi 19 où un tract devait exposer la situation et appeler à une assemblée d'information dans la cour pour décider de la suite à donner. La direction a fait afficher une note de service le vendredi, rappelant l'interdiction de commettre tout acte de nature à troubler l'ordre et la discipline dans l'usine, et notamment :

— organiser ou participer à des rassemblements,

— prendre la parole,

— introduire tout document, tract, affiche incitant à la cessation du travail.

La journée se passe dans le calme, tout le monde attendant que les syndicats soient reçus ; la réunion étant prévue... pour 16 h (comme par hasard) le résultat ne sera connu des travailleurs que le lundi matin 19.

Comme on pouvait s'y attendre, la direction n'a rien lâché au cours de ces discussions. Le P.D.G. a évidemment parlé de la situation économique difficile, la concurrence, le Marché Commun et autres rengaines ; il s'est même permis de se moquer des délégués... et des travailleurs, en affirmant qu'il voulait bien donner une augmentation générale mais qu'alors, dans deux ou trois mois, il fermerait l'entreprise. Il valait donc mieux pour les travailleurs se contenter des salaires actuels plutôt que de se retrouver au chômage ! (Il fallait y penser !...)

Face à ce refus catégorique, il ne reste plus aux syndicats qu'à se tourner vers les travailleurs et à organiser la lutte non plus dans la perspective d'ouvrir des discussions, mais dans celle d'arrêter la production complètement, seul moyen d'obliger les patrons à céder. Quelle sera la réaction des travailleurs lundi matin ? Il est peu probable qu'ils encaissent le coup sans broncher.

Quoi qu'il en soit, les huit jours de lutte passés ont montré que les travailleurs de la S.E.V. sont capables d'agir — on entendait en effet trop souvent des réflexions du genre : « ici, il y a trop d'étrangers, on ne peut rien faire » ; or la présence de nombreux immigrés dans les manifestations et leur dynamisme ont réduit à néant ce genre d'arguments.

Cette lutte — la plus importante depuis 1955 où la grève était totale — a aussi montré, dès à présent, que lorsque les syndicats s'adressent aux travailleurs, les consultent et leur laissent la possibilité de décider de leur action, ceux-ci répondent présents (ce qui n'avait pas été le cas lors des nombreuses journées d'action depuis quelques années.)

Pierre LEBEL

Chez Mavilor (Saint-Chamond)

PETITE HISTOIRE D'UN LICENCIEMENT

ou « Quand la maîtrise se venge et que les syndicats regardent »

LE samedi 3 février, à Mavilor, un rectifieur est licencié pour « faute grave » après 15 ans de présence dans l'usine. Son crime ? Il est resté assis à surveiller sa machine, et non pas au « garde à vous » devant elle, comme la maison souhaiterait qu'il fasse. Il n'en a pas fallu plus pour qu'à l'appel de son chef direct toute une série de chefaillons, avec en tête le chef de fabrication viennent l'entourer, l'engueuler, lui dire que s'il est fatigué, il peut aller chercher son compte. Ce même jour, avant la sortie, un chef vient lui demander d'aller s'excuser auprès de la Direction. L'ouvrier refuse. Il se sent d'autant moins en tort, que quelques années auparavant la Direction elle-même mettait à la disposition des rectifieurs des tabourets en fer pour qu'ils puissent s'asseoir tout en surveillant leur machine.

Le lundi à 20 h, quand il veut reprendre son service (il était de nuit cette semaine là) le gardien l'empêche d'entrer dans l'usine. Le mardi, il reçoit sa lettre de licenciement, sans préavis ni indemnité, avec comme motif : « tenue incorrecte — insubordination ».

En fait, les vrais motifs ne sont pas évoqués.

LES VRAIS MOTIFS DU LICENCIEMENT

Travaillant depuis quinze ans dans l'usine, le rectifieur n'y a pas appris à courber la tête. Ses chefs ne l'ont pas oublié. A un ingénieur qui lui demandait, il y a plus d'un an, de travailler plus vite, il a laissé les manettes pour prouver que les cadences exigées étaient impossibles. Et, l'ingénieur, incapable d'exécuter une seule pièce a dû s'en aller sous les rires des ouvriers.

Pour les chefs, il était l'ennemi à abattre : leur mauvaise conscience qui leur rappelait qu'il est possible de ne pas se vendre, de ne pas trahir ses camarades pour un meilleur standing, en bref, qu'il est possible d'être un homme.

Telles sont les vraies raisons de son licenciement. Ses chefs, depuis longtemps l'avaient à l'œil. On l'avait d'abord déplacé à la chaine A où le travail vient irrégulièrement, et de façon épisodique, si bien que toutes les primes de rendement sautent.

Ensuite, ils l'ont muté à la chaine D, et là il s'est trouvé parmi les rares ouvriers « astreints » au travail de nuit dans l'usine.

Mais, conscient de la menace qui pesait sur lui, il s'attachait à ne commettre aucune faute professionnelle pour ne pas donner de prétexte à être licencié. Le prétexte, ses chefs ont décidé l'avoir trouvé ce samedi. La Direction n'a eu qu'à entériner le fait, trop heureuse de se débarrasser d'un élément « turbulent » et, par là même, de faire un exemple.

PREMIERES REACTIONS DES OUVRIERS

L'exemple qu'on voulait leur donner, ses camarades de travail l'ont tout de suite compris. Pour eux, le laisser partir, signifiait aussi se laisser un peu plus baillonner. Leur colère a été immédiate. Dès le samedi, ils parlent de débrayer. Mais il y a peu de monde dans l'usine, et l'histoire n'est pas encore connue. Le lundi, l'atmosphère est lourde. A la Cafeteria, qui se trouve à l'intérieur de l'usine, le responsable syndical se fait traiter de « fumier » par les ouvriers qui lui demandent s'il faut attendre que 20 ouvriers soient mis à la porte pour bouger. Il doit s'enfuir sous les huées des compagnons. Et, toute la journée, les syndicats tentent de calmer les ouvriers en colère, en s'expliquant pour leur attitude. Ils s'appuient sur deux types d'arguments. Le premier est qu'ils sont en pourparlers avec la direction à propos d'un autre licenciement qui s'est produit à Lorette, celui-là, au sujet d'un ouvrier de 55 ans, qui boit et n'est pas jugé assez productif pour la direction. (A Lorette se trouve une deuxième usine Mavilor. Les délégués du personnel y sont communs.) Or, si des mouvements éclatent, la Direction cessera toute discussion. Le deuxième argument est plus spécieux encore. Il faut attendre l'avis de l'inspecteur du travail. Si celui-ci met la Direction en tort, elle sera alors responsable du débrayage. Et enfin, c'est tellement mieux de débrayer plusieurs jours après, non pas sous le coup de la colère, mais conscients et déterminés, et calmes.

Aussi, un débrayage de 4 heures pour ceux qui font le poste et d'une demi-journée pour la normale est-il décidé pour le jeudi suivant. (C'est-à-dire 5 jours après le licenciement.) Comme par hasard, c'est pour le même jour, qu'une semaine auparavant, les syndicats avaient prévu un débrayage dans l'usine pour des questions d'ordre général.

La veille au soir, les syndicats diffusaient un tract, dans lequel ils avouent admettre le licenciement. Ils demandent de « nous resserrer les coudes pour que ces façons de faire ne se renouvellent plus ». Ce qui signifie, en clair, que, pour eux, l'affaire est classée. Ils appellent les ouvriers à un débrayage et à une réunion d'information pour le lendemain à 9 h 30 à l'Horme.

UN ENTERREMENT DE PREMIERE CLASSE

Le débrayage a été suivi par l'ensemble du personnel. A la réunion, assistaient 200 ouvriers dont 75 de Lorette. De la façon dont elle était annoncée, tous s'attendaient à assister à un enterrement de première classe.

Et ils ne se sont pas trompés.

Dès le début, les responsables qui prennent la parole passent, pendant plus d'une heure les divers motifs de mécontentement en revue, parlant aussi bien de la machine à laver, de la voiture et du poste de télévision auxquels les ouvriers ont droit maintenant que de la dernière réunion du C.E. où la Direction a proposé un programme de garantie des ressources avec nombreuses contreparties. Au fil du récit, ils glissent aussi quelques mots sur l'ouvrier licencié.

Dès la fin du discours, des questions fusent de la salle.

— Et le licenciement ? On est venu pour ça ! — Pourquoi est-on si mal informé ? — Pourquoi n'a-t'on pas mis le paquet tout de suite ? — Qu'a fait le licencié, pourquoi ne le sait-on pas ? — Qu'a dit la Direction ? L'inspecteur du travail ? — Où en sont les choses ?

Tout le monde parle à la fois. Ces mêmes questions sont posées à plusieurs reprises et de différentes manières, mais, toujours sur le même ton de colère, au milieu d'un brouhaha général.

Les délégués embarrassés répondent de façon confuse. Pour les actions à mener pour le licenciement, ils reprennent les arguments déjà avancés dans l'usine. Pour le manque d'information, ils s'en expliquent aussi en disant que les délégués sont pourchassés, et manquent de temps. A la question d'un délégué demandant aux ouvriers s'ils sont pour la réintégration de leur camarade, toutes les mains se lèvent. Alors, les délégués à la tribune comprennent qu'ils ont fait une erreur. Ils font marche arrière, expliquent que la salle ne représente qu'une faible partie du personnel. Elle est interrompue à plusieurs reprises par les répliques des ouvriers. Devant le brouhaha grandissant dans la salle, un autre délégué demande à brûle-pourpoint : « Est-ce que vous êtes capables de faire une grève illimitée ? » La question jette un froid dans l'assistance. Il insiste alors, parlant des travailleurs qui font grève un jour, et récupèrent le lendemain.

Et la réunion se termine dans le même brouhaha, pendant lequel, à la tribune, un délégué se lamente : « Il faut nous faire confiance, bon sang..., on est en perte de vitesse..., les gars désertent les syndicats... et le patron se fout de nous puisqu'on ne représente plus rien... »

Il est tard. La salle se vide peu à peu. Les ouvriers sont assez déçus. Beaucoup font des réflexions du genre « il est cuit. On aurait dû y mettre le paquet... ».

R. M.

BESANÇON

LICENCIEMENTS CHEZ LIP

L'USINE Lip, jusqu'ici, était réputée pour la stabilité d'emploi qui y était la règle relative, et le patron lui-même, le célèbre Fred Lip, entretenait complaisamment une atmosphère paternaliste.

Depuis la rentrée de septembre, au début de janvier, les effectifs ont baissé de 1 380 à 1 270 environ (c'est-à-dire environ 20 à 30 départs par mois). Ceci avait été obtenu en stoppant presque entièrement l'embauche et en licenciant quelques personnes, en appliquant étroitement le règlement. D'autre part, en décembre, les horaires avaient été réduits de 44 h 30 à 40 h avec une semaine de chômage entre Noël et le Nouvel An, ce qui faisait une moyenne de 32 h par semaine et une perte de salaire de l'ordre de 25 %. Ceci ne touchait pourtant que les horaires et les mensuels non forfaitaires.

Mais le 4 janvier le patronat attaque directement : 4 ouvrières des ébauches en « sous production » furent convoquées par le chef du personnel et licenciées. Des bruits commencent alors à circuler, après la réunion du comité technique, sur la possibilité de licenciements massifs. Le 8, la direction annonça, en session extraordinaire du C.E., que 50 licenciements étaient prévus et demanda une liste de 50 personnes « non indispensables ».

Le lendemain mardi et les jours suivants, jusqu'à la réunion avec l'inspecteur du travail, vendredi 11 janvier, la liste se précise : il s'agit des « réalignés » à 2,90 F, c'est-à-dire 54 personnes, et de 12 ouvrières des « ébauches » en « sous-activité ».

Au cours de cette réunion, le motif officiel des licenciements est exposé : il s'agit d'une « réforme de structures » dans le cadre du V^e^ Plan. La liste des noms qui sera soumise plus tard au C.E. comprend presque uniquement des personnes non directement productives (employés de bureau, magasiniers, dessinateurs, sténodactylos, etc.) avec en plus les ouvrières des ébauches qui travaillent en sous-production.

Les réactions sont assez vives au début. Les travailleurs inquiets et indignés attendent que les syndicats « fassent quelque chose ». Le temps passe et chez LIP comme ailleurs, les syndicats, partant battus à l'avance, vont placer leur agitation sur le terrain du respect de la légalité et de la « justice ». Ils l'écrivent : « LIP veut licencier vite, sans respecter le minimum imposé ».

— « Les représentants du personnel veulent faire appliquer ce minimum et même aller plus loin » (tract C.F.D.T. du 22-1-68).

C'est tout juste s'ils n'aident pas le grand Fred à sauver l'horlogerie française en choisissant avec lui et pour lui ceux des travailleurs qu'il est « juste » de licencier.

Dans un tract commun C.G.T.-C.F.D.T., les syndicats parlant de l'entrevue qu'ils ont eue avec l'Inspecteur du travail le 11 janvier au sujet de ces licenciements concluent :

En fin de compte, il ressort :

1°) QUE LE « C.E » SOIT VALABLEMENT INFORME pour être à même de donner un jugement sur ces emplois supprimés.

Il est donc décidé que M. LIP reverra le C.E.

2°) ETALEMENT DES LICENCIEMENTS afin de permettre de meilleurs possibilités de reclassement.

Il faut donc procéder par ordre :

a/ liste des emplois à supprimer sur avis du C.E ;

b/ examen des possibilités de reclassement dans l'entreprise (passer un improductif en productif).

CECI PEUT ELIMINER UN CERTAIN NOMBRE DE CES LICENCIEMENTS. Mais là on a senti une autre raison que la « réforme des structures », car le représentant de la direction s'opposait à cette formule « il faut 54 noms ».

CEPENDANT, maintien de la position de l'Inspecteur du Travail. Si c'est « Structures », la proposition du C.E est logique. Il faut reclasser.

3°) LORSQUE CELA SERA FAIT, Il conviendra d'examiner les noms couvrant ces emplois (restant à supprimer) et là (et ce n'est pas de gaité de cœur), il est bien évident que LE PROCESSUS NORMAL (mis à part le refus de tout licenciement, et l'abaissement d'horaire que nous examinerons plus loin)

A/ CONSISTE A LA MISE A LA RETRAITE des plus de 65 ans — des 64 à 65 ans, avec une formule acceptable de départ.

Donc en faisant une permutation, il est possible d'éliminer autant de licenciements (8 ou 10).

B/ CONSISTE A EXAMINER LA LISTE DES RETRAITES dans la maison. Certains pouvant être mis en disponibilité.

Là encore, on a senti rapidement, tant dans les 65 ans, que dans les retraités : il y a des « intouchables ».

Comprenons-nous bien. Nous ne réclamons pas le licenciement des plus de 65 ans, ni des retraités, mais à partir du moment où la Direction prend la responsabilité GRAVE de procéder à des licenciements collectifs, il faut qu'elle se soumette à ces REGLES LES PLUS ELEMENTAIRES DE L'EQUITE, et ceci sans exception.

4°) Lorsque ces éliminations successives seront faites, et bien sûr en s'assurant qu'il n'y a pas de cas sociaux difficiles...

IL RESTE A S'ASSURER DES POSSIBILITES DE REEMPLOI, des Services de la Main-d'Œuvre, la direction doit faciliter le processus en étalant les licenciements, en fournissant son aide quant à des démarches, quant à des listes d'emplois extérieurs proposées.

VOILA LE PROCESSUS RECOMMANDE PAR LE MINISTRE DU TRAVAIL.

Pour nous, bien sûr, il y a d'autres obligations minimum que nous créerions pour les employeurs par UN GOUVERNEMENT SOUCIEUX DU MONDE OUVRIER. MAIS CECI EST UNE AUTRE HISTOIRE...

Il faut le dire, ce processus ne plaît pas à la Direction qui montre une hâte fébrile à voir ces licenciements faits.

Elle veut bousculer tous ces freins mis en place, toute cette procédure qu'elle juge trop longue. Elle presse l'Inspection du Travail à se hâter.

C'EST LA QUE LE PERSONNEL PEUT ET DOIT INTERVENIR. C'EST LA QU'ON A UN ROLE A JOUER.

Quant aux moyens à utiliser contre le patron, toujours dans ce même tract, les deux syndicats expliquent : « Quant à nous : C.E.-D.P., nous allons défendre pied à pied ces camarades frappés dans ce qui est un droit, le droit au travail, le droit à l'emploi !

Il est bien évident que ce n'est pas la grève en tant que grève de production qui ramènera la direction à la raison. Aussi, ce n'est pas à des heures et des heures de grève que nous vous invitons, mais à la grève, réponse de la dignité du monde du travail, assortie d'une déclaration à la presse et aux différents pouvoirs publics.

Si LIP refuse d'étudier toutes les solutions possibles pouvant garantir l'emploi au maximum, nous le ferons savoir rapidement.

Nous arrêterons le travail pendant une heure.

Nous nous réunirons sur le parking, où nous vous demanderons de signer une déclaration de protestation que nous enverrons aux différents pouvoirs publics et nous examinerons les moyens de poursuivre l'action.

Nous verrons ceux qui se désintéressent (1er et 2e collèges) du sort des camarades et amis qu'ils côtoient tous les jours. »

LIP n'a évidemment pas été impressionné par ces textes qui montrent le désarroi dans lequel se trouvent les militants syndicaux confrontés à l'arbitraire patronal, alors que leurs centrales syndicales refusent de mener une lutte de classe conséquente à l'échelon national.

Mais LIP ne s'est cependant pas permis d'ironiser comme il le fait d'habitude en répondant aux délégués par des affiches collées dans toute l'usine et les ridiculisant.

C'est que LIP fait le fanfaron quand il ne craint pas de réaction de la part de ses ouvriers. Or la massive participation aux débrayages « d'information » et à la journée du 25 janvier lui a montré qu'il ne lui fallait pas trop narguer son personnel.

Mais l'attitude des syndicats, perdus dans la discussion sur les « modalités » de licenciements et incapables de mobiliser des forces effectives pour empêcher ces licenciements, ne pouvait le faire hésiter.

Dès le samedi 27 janvier, 35 ouvriers recevaient leur lettre de licenciement et, à l'heure actuelle, les départs s'effectuent petit à petit et sans heurts.

P. CASABONNE.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

A LA POLYMECANIQUE (Pantin)

DOUCEMENT LES BASSES !

Au tapis qui sert à nettoyer les manetons du M1 à l'Atelier Central, un bruit infernal, insupportable, accompagne ce travail déjà pénible par ailleurs. Un ouvrier l'ayant signalé, et le délégué à la sécurité étant intervenu, le contremaître n'a pas fait arrêter le travail, mais a fait mettre un casque pour ce poste de travail. Et le bruit de continuer...

Evidemment, il est plus facile de donner un casque que de supprimer "les vibrations dues au fait que la machine repose directement sur le béton, sur des pieds en fer U, que les roulements sont usés, etc...

Ça ne gêne que l'ouvrier de porter un casque et ça donne bonne conscience à ces messieurs. On dira peut-être que c'est provisoire, que bientôt ça va déménager, mais en attendant ça fait des semaines que ça dure et dans combien de semaines sera le déménagement ? En plus, tout le monde dans l'atelier ne travaille pas avec un casque sur la tête. Heureusement ! Et ce bruit se répand et s'ajoute à tout le reste et contribue d'une façon importante à la fatigue de la journée.

Nous ne sommes pas là pour travailler dans n'importe quelles conditions. Et avant de devenir sourd, il nous faudra nous faire entendre.

(V.O. Polymécanique n° 38).

A LA REGIE RENAULT (Flins)

PAS UNE SECONDE A PERDRE

La Régie, comme toutes les entreprises est tenue de réserver un certain pourcentage de postes aux travailleurs handicapés physiques. Respectueuse de la loi, elle obéit et charge ceux qu'elle emploie ainsi, de travaux qui ne soient pas trop pénibles tels l'ouverture ou la fermeture de certaines grandes portes. Postes qu'elle paie bien sûr en conséquence. Mais elle pousse encore plus loin le sens du social : c'est ainsi que le « portier » du rez-de-chaussée de la sellerie possède une table sur laquelle il peut, afin d'occuper ses loisirs, faire des travaux de sellerie, et qui lui permet de prendre de l'exercice en allant de la porte à cette table. De cette façon aucun de ses moments n'est perdu pour la direction.

Il faut cependant reconnaître la grande bonté de celle-ci : notre camarade n'est pas au rendement.

(V.O. R.N.U.R. Flins n° 43).

A LA BABCOCK-ATLANTIQUE (La Courneuve)

A PROPOS DE LA GREVE DES HEURES SUPPLEMENTAIRES A TY

Une grève des heures supplémentaires a eu lieu à Ty dans la semaine du 29 janvier au 3 février. L'objectif de cette grève, bien suivie, était de faire pression sur la direction pour obtenir une augmentation de nos salaires. Augmentation plus indispensable que jamais.

Plusieurs conclusions se dégagent de ce mouvement :

1° La grève des heures supplémentaires a considérablement gêné la direction qui a multiplié les pressions pour casser le mouvement.

2° Vendredi dernier, des augmentations ont été obtenues. Certains travailleurs ont touché une rallonge de 20 centimes de l'heure. Mais la grande majorité n'a rien obtenu et la moyenne des augmentations est bien inférieure à 20 centimes.

3° La direction a réussi à empêcher la solidarité et a divisé le personnel :

Samedi 3 février, des ouvriers sont venus à l'usine. Il s'agissait de nouveaux embauchés qui ont cédé à la pression des chefs. De même, la direction a demandé à des travailleurs de U.C., de la finition et de S.A. de venir Samedi. Environ 25 ouvriers ont accepté.

4° On peut se demander pour quelles raisons les syndicats n'ont rien fait pour informer les ouvriers de la grève de TY et, mieux, pour essayer de l'étendre. Il est inadmissible que les syndicats ne nous informent pas lorsqu'une partie d'entre nous est en grève.

Malgré la grève, nos problèmes demeurent. Augmentation des salaires et diminution du temps de travail. "Le dernier mouvement à TY a montré à quel point le patron a besoin de nous. C'est le moment d'en profiter. Aujourd'hui Babcock embauche, a besoin de personnel. C'est le meilleur moment pour engager le combat pour l'obtention de nos revendications.

(V.O. Babcock n° 15).

A LA S.N.C.F.

UN SERVITEUR DEVOUE...

Il y a trois semaines au Landy PEN un de nos camarades de l'équipe de jour, alors qu'il effectuait des travaux sur un groupe statique, a été brûlé à la main par un flash dû à un court-circuit.

Après avoir reçu les soins d'urgence à l'infirmerie du chantier, il est allé à l'hôpital Laribosière. Le docteur qui le soigna lui prescrivit 15 jours d'arrêt de travail.

Mais pour la S.N.C.F., seul le jugement du docteur-maison compte : notre camarade a donc dû consulter ce dernier qui lui a accordé seulement 8 jours et le reste de service doux.

Nous remarquons une fois de plus le rôle dévolu au docteur S.N.C.F. et la façon dont notre « cher professeur » remplit sa tâche de bon fonctionnaire et de défenseur servile des intérêts de la Compagnie.

(V.O. Cheminot n° 195).

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

AUTOMOBILE :
BERLIET — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON — Asnières.
CHAUSSON — Gennevilliers.
CITROEN — Usines Levallois et Quai de Javel.
PANHARD — Paris-13e.
PEUGEOT — (Indénor) Dijon.
PEUGEOT — Colomban.
PEUGEOT — Sochaux.
RENAULT — Billancourt - 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine :
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37.
RENAULT — Flins.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire (C.A.F.L.). — Saint-Chamond.
BABCOCK-WILCOX — La Courneuve.
BENDIX — Drancy.
BRONZAVIA — Courbevoie.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — St-Nazaire.
CRANE — Lille.
MAVILOR — Saint-Chamond.
OLIER — Clermont-Ferrand.
LA POLYMECANIQUE — Pantin.
S.E.V.-MARCHAL — Issy-les-Moulineaux.

AERONAUTIQUE :
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes.
S.N.E.C.M.A. Kellermann — Paris-13e.
S.N.E.C.M.A. — Gennevilliers.
SUD-AVIATION — Courbevoie.

ELECTRONIQUE-ELECTROTECHNIQUE
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BOURGOGNE-ELECTRONIQUE — Dijon.
CABLES DE LYON — Lyon.
C.I.T. — PARIS-XVe.
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux.
C.S.F. — Levallois.
Cie des COMPTEURS DE MONTROUGE — Montrouge.
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon.
NEYRPIC — Grenoble.
THOMSON. — Gennevilliers.

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes.
MICHELIN — Bourges.
MICHELIN — Clermont-Ferrand.
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois.
PROGIL — Grenoble.
RHODIACETA — Lyon-Vaise.
RHONE-POULENC — Vitry.
ROUSSEL-UCLAF — Romainville.

SERVICES ET DIVERS
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord.
AIR-FRANCE — Blanqui — Paris-XIIIe.
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker-Enfants Malades) - Paris-XVe.
ASSURANCES GENERALES — Siège - Paris.
ASSURANCES GENERALES — Drouot - Paris.
BANQUE NATIONALE DE PARIS — Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — Rue Viala, Paris-XVe.
CHEMINOTS — Gare de Lyon.
Gare du Nord.
La Plaine-Landy.
Le Bourget-Bobigny.
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris.
CREDIT LYONNAIS — Levallois.
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (Hôpital Charles Nicolle) — Rouen.
IMPRIMERIE DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux.
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE - Paris.
QUAIS ET DOCKS — Marseille.
URBAINE ET LA SEINE — Paris.

LIBERTE POUR LES GUADELOUPEENS

LUNDI 19 février s'est ouvert à Paris, devant la Cour de Sûreté de l'Etat, le procès de 19 Guadeloupéens inculpés à la suite des événements de Pointe-à-Pitre en mai 1967.

Nos lecteurs connaissent les faits ; le 26 mai, alors que 2 000 ouvriers du bâtiment en grève étaient venus manifester devant la Chambre de Commerce pour appuyer leurs revendications, les forces de police intervinrent et ouvrirent le feu. Plusieurs manifestants furent tués.

La population de Pointe-à-Pitre réagit devant ces violences policières et pendant 3 jours la ville fut le théâtre d'une véritable émeute ; il y eut au moins 15 morts et 300 blessés.

Des gendarmes et des renforts de troupes amenés en hâte de Martinique et de France investissaient alors tout le pays.

La répression ne se fit pas attendre.

En Guadeloupe même on arrêta immédiatement plusieurs dizaines de personnes ; 49 d'entre elles ont déjà été condamnées à Pointe-à-Pitre.

C'est ensuite à Paris que l'on arrêta des militants qui, au moment des événements étaient à 7 000 km de leur pays.

De quoi sont accusés, par l'Etat français, les 19 militants qui sont jugés pour « atteinte à l'intégrité du territoire national », alors que l'on n'a pu retenir contre eux aucune charge en ce qui concerne la participation aux événements de mai dernier ?

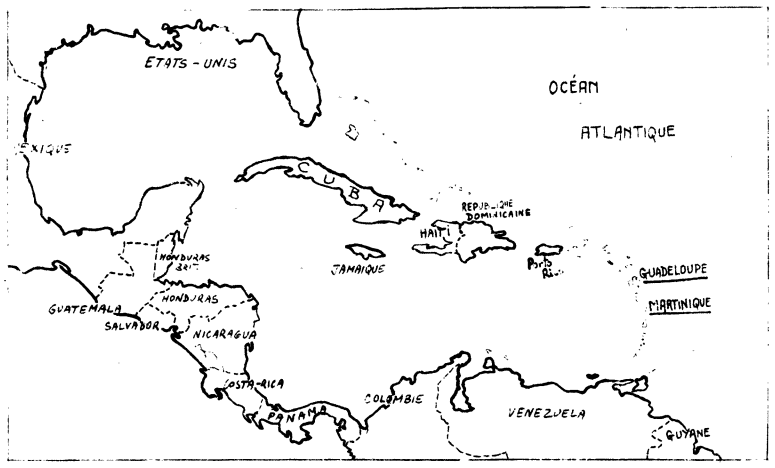
Eh bien ils sont jugés uniquement pour avoir exprimé, certains au travers de leur organisation politique, d'autres simplement dans un journal, leur volonté de voir la Guadeloupe devenir un pays libre et indépendant de la France.

Ils sont jugés pour « délit d'opinion », car paraît-il en France les idées sont libres... mais même lorsqu'on est Guadeloupéen (ou Martiniquais, ou Réunionais, ou Guyanais) on n'a pas le droit d'exprimer que la Guadeloupe — soi-disant département français — n'est pas la France et de réclamer l'indépendance.

Aujourd'hui, l'impérialisme français se montre aux Antilles, sans fard, tel qu'il est intervenu contre le peuple algérien.

Déjà, en mars 67, à Basse-Terre, l'acte raciste d'un commerçant (blanc) qui avait lâché son chien contre un infirme, lui noir, avait donné lieu à des scènes de colère et de violence. La population s'était battue à coups de pierre contre « les forces de l'ordre ». Deux jours d'émeutes se soldèrent « officiellement » par 40 blessés et 29 habitants de Basse-Terre arrêtés. 27 d'entre eux ont été condamnés en décembre dernier à des peines de 10 mois à deux ans de prison, et à des interdictions de séjour allant jusqu'à 5 ans.

Parler, aujourd'hui, tant de la Guadeloupe, que de la Martinique, de la Réunion, ou de la Guyane, c'est révéler le rôle colonialiste de la bourgeoisie française. C'est montrer toute l'hypocrisie d'un régime qui feint d'être pour « l'autodétermination », tout en opprimant à 7 000 km de là, un peuple qui veut vivre libre.



Guadeloupe, Martinique, départements français ? Jusqu'à quand maintiendra-t-on cette fiction ?

De colonies françaises qu'elles étaient jusqu'en 1946, à Départements français qu'elles sont devenues, les Antilles « françaises » n'y ont pas vu grand changement.

En Guadeloupe, ce sont toujours 3 grosses sociétés métropolitaines « Darboussier », «Beauport» «Sucreries d'Outre-Mer » qui contrôlent presque toute la production sucrière de l'Ile et détiennent au moins 75 % des terres cultivables et des usines.

A la Martinique, 2 000 Békés (les békés sont les français installés aux Antilles depuis 200 ou 300 ans) remplacent les Sociétés Anonymes de la Guadeloupe.

La Guadeloupe compte 50 000 chômeurs pour environ 300 000 habitants et 60 000 personnes ne travaillent que pendant un tiers de l'année. La situation est sensiblement la même à la Martinique.

Et le revenu moyen d'un Antillais qui a la chance de pouvoir travailler est de 1 300 F par an ; c'est évidemment très peu, surtout quand on sait que la plupart des familles antillaises ont souvent 6 enfants (le taux de natalité étant très élevé). Dans la commune de Capesterre (Guadeloupe), qui compte 16 000 habitants, 5 000 d'entre eux doivent être assistés, pour tout simplement ne pas mourir de faim.

La plus grande partie de la population vit dans des taudis groupés en bidonvilles et que les cyclones ravagent en un rien de temps.

Due à la malnutrition et à la sous-alimentation, la tuberculose fait des ravages aux Antilles. Et on compte en Guadeloupe 3 500 lépreux.

Pour les deux îles, Martinique et Guadeloupe, les moins de 15 ans représentent 39 % de la population, et les moins de 20 ans, 53 %.

La participation des jeunes dans les manifestations est d'ailleurs éloquente à cet égard ; car lorsque le gouvernement français prétend se pencher sur la misère des Antilles, que propose-t-il ?

1. Le plan Nemo (du général du même nom), qui consiste à expédier en Guyane française les jeunes Antillais. Mais en Guyane... il n'y a pas plus de travail pour eux. Et la population, qui accepte mal cette « déportation » a surnommé Nemo « Le négrier ».

2. Le S.M.A. (Service Militaire Appliqué...).

Pendant son Service le jeune apprend un métier... qu'il ne pourra de toute manière pas exercer à son retour.

Reste donc la troisième solution, la seule qui reste aux jeunes chômeurs antillais : l'émigration en France, par l'intermédiaire du BUMIDOM (organisation qui organise les départs de main-d'œuvre et promet monts et merveilles...). En France, les seuls travaux qui attendent les émigrés sont aux P.T.T., à la R.A.T.P., ou dans les hôpitaux... avec en plus les difficultés pour se loger, et aussi bien souvent, avec le racisme...

Le racisme existe d'ailleurs aux Antilles et même s'il n'y a pas de ségrégation raciale, c'est-à-dire un ensemble d'interdits affectant des quartiers, des locaux, des véhicules, etc... comme aux U.S.A., il apparaît dans les simples relations entre individus, dans le problème du couple, etc... Il recouvre d'ailleurs un contenu de classe, dans la mesure où les industriels et les hauts fonctionnaires (souvent métropolitains) sont blancs, alors que la majorité des travailleurs et des chômeurs sont bien entendu des noirs.

Devant cette réalité des Antilles « françaises » c'est l'image du colonialisme qui apparaît, avec son lot de misère, de sous-développement et de racisme latent.

Jusqu'à présent, par la fraude électorale, par l'intimidation (le récent assassinat à Saint-André de la Réunion d'un militant communiste par des nervis du candidat U.N.R.) le gouvernement français a réussi à maintenir la fiction de départements « attachés » à la France.

Mais les travailleurs guyanais, réunionnais, antillais, ont compris que c'étaient par d'autres voies qu'ils pourraient exprimer leur haine du colonialisme français.

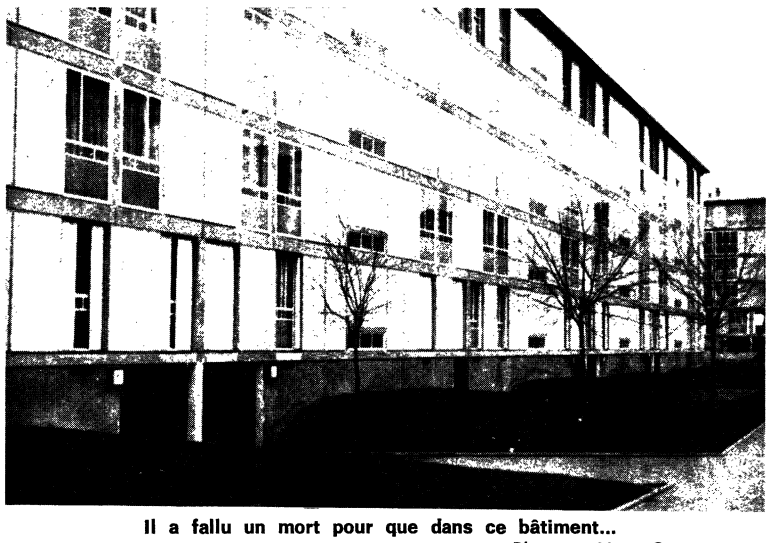
Et malgré les « pacifistes » qui ne veulent rien comprendre et continuent à réclamer « l'autonomie en liaison avec la France », de plus en plus nombreux sont, dans les D.O.M., ceux qui réclament « l'Indépendance ».

Pour l'avoir pensé, pour l'avoir dit, des hommes vont être jugés par l'Etat français. Mais ceux qui devraient être dans le box des accusés, ce ne sont pas ces hommes là. Ce sont les représentants de l'impérialisme français qui, en mai 1967, ont tiré sur les travailleurs de Pointe-à-Pitre.

Catherine Oljvier.

SARCELLES : Où mène la construction sociale ?

A l'heure où l'on met en route, à grand tapage, les fameux « P.L.R. » (Programmes à Loyer Réduit), soi-disant destinés à résoudre la crise du logement en « relançant la construction sociale », il est permis de se demander ce qu'il advient après quelques années de cette « construction sociale ».



Il a fallu un mort pour que dans ce bâtiment...
Photo « Voix Ouvrière »

A Sarcelles près de Paris, à quinze minutes de la gare du Nord, se trouve justement un haut-lieu de cette « construction sociale ». Mise en chantier en 1955, en période de crise du logement particulièrement aiguë, la ville compte, aujourd'hui, près de 50 000 habitants, qui s'entassent chaque soir, dans ce dédale de cubes de béton.

Les immeubles les plus récents, près de la gare de Sarcelles, ont à peine six ans. Pourtant à l'automne dernier, la S.C.I.C. (Société Centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts), qui gère l'ensemble de Sarcelles, recevait des protestations de nombreux locataires de ces immeubles : les murs se lézardaient, et, fait encore plus grave, les escaliers s'affaissaient à vue d'œil. La Société était priée d'intervenir — d'autant que les dix ans de garantie étaient loin d'être dépassés. Mais il en faut plus pour mettre en branle une société comme la S.C.I.C. Les lettres allèrent se perdrent dans la poussière de quelque bureau, sans qu'il y soit donné la moindre suite. Et pour les en sortir, il a fallu rien moins que la mort d'un homme : le 5 novembre, au n° 1 de la rue Jean - Jacques - Rousseau, l'escalier s'est effondré. Un locataire, qui s'y trouvait à ce moment, a été tué dans l'accident.

Depuis, les experts ont consenti à se déranger, et ont bien voulu constater l'affaissement des escaliers. Ceux-ci ont été consolidés par des installations de fortune : des poutres d'acier, coincées par des planches, étayent, sur toute la hauteur, de nombreux escaliers de Sarcelles. Nul ne sait combien de temps il faudra, pour que ces échafaudages soient retirés, et pour que les escaliers soient refaits à neuf !

Bel exemple de « construction sociale » ! Pour construire « pas cher », il faut faire vite : tant pis si le travail n'est pas fait selon les règles, pourvu que l'apparence y soit. Une fois l'immeuble construit, qui ira regarder s'il n'y a pas un peu trop de sable dans le ciment, ou si le béton n'a pas été suffisamment armé (le fer coûte si cher !) ? « L'important » est d'économiser, et de faire vite : tant pis si les ouvriers du bâtiment y restent, et si tout s'écroule dans vingt ans, avec les locataires dessous !

Si les fameux P.L.R. sont de la même eau, ça promet !

Photo « Voix Ouvrière »
...et dans cet escalier on se décide à intervenir

Le désespoir : un crime

QUINZE ans de réclusion criminelle, c'est là la peine infligée à Marie-Louise Morales.

Le 9 janvier 1965, désespérée, sans argent, délaissée par son mari, elle décidait de se noyer avec ses enfants. Tandis que ses trois enfants périssaient, elle fut, elle, malheureusement sauvée. Malheureusement, parce qu'en fin de compte, ce qu'on lui reproche, c'est d'avoir survécu à ses enfants.

Quinze ans d'emprisonnement ! Il faut faire un exemple, disent les bonnes âmes. Et, implacable, la justice a frappé. Il faut protéger la société.

La protéger contre quoi ? Contre la misère qu'elle secrète, contre les guerres, le chômage ?

Pensez donc! Ce serait condamner cette société que d'intransigeants censeurs sont chargés de protéger. Et la société bourgeoise ne songe nullement, elle, au suicide.

Mais finalement, le désespoir de Madame Morales est terriblement accusateur. Il accuse, sans rémission, cette société qui l'accula au suicide.

LOI DU SPORT

IL existe, paraît-il, quelque part, une région qui, loin du bruit et de la fureur, loin des luttes meurtrières, ne connaît plus la haine des peuples, des idéologies ou des races, un pays où, au-delà des lois des hommes, règne la fraternité, la noble loi du sport. Et rien ne peut venir troubler l'olympienne sérénité de ceux qui la régissent. Ainsi, le Comité Olympique International vient de décider d'accepter la candidature de l'Afrique du Sud, pour les Jeux de Mexico, sous réserve que ce pays abandonne, dans le cadre de ces jeux, sa pratique de la ségrégation raciale. Il suffirait que l'Afrique du Sud présente une délégation composée à la fois de Blancs et de Noirs, qu'elle consente à les habiller d'un même costume, qu'ils voyagent ensemble et logent dans les mêmes bâtiments. Il suffirait, en un mot, de laisser le racisme au vestiaire ou, du moins, ses formes extérieures les plus visibles, quitte à le reprendre à la sortie.

En 1936, il y avait peut-être, aux jeux olympiques de Berlin, des « dieux du stade » juifs, il y en avait en tout cas de non-aryens qui paradaient devant Hitler. Dans le même temps, des centaines de milliers de juifs, de « non-aryens », de communistes s'entassaient derrière les barbelés des camps de concentration.

En 1968, à Mexico, il y aura peut-être des Noirs dans la délégation sud-africaine. Ils côtoieront les Blancs, ils défileront derrière le même drapeau. Pendant quelques semaines, ils s'affronteront loyalement sur un stade. (Mais en Afrique du Sud même, les athlètes noirs ne peuvent concourir dans les mêmes épreuves que les blancs, ce que le Comité Olympique admet). Durant les jeux, ils porteront — O miracle — le même costume.

Mais au Cap, en Afrique du Sud, on continuera d'envoyer les chiens policiers contre les Noirs, on continuera d'exiger d'eux des laissez-passer pour qu'ils puissent quitter leur « réserve »; on continuera de les punir du fouet, pour le port d'un bâton, considéré comme une arme ; ils seront toujours traités comme des sous-hommes.

Miracle du sport ?

Non ! Hypocrisie du sport.

J. P.V.

VOIX OUVRIERE

Rédaction - Administration :
29, rue de Chateau-Landon, Paris-10e.

Parution hebdomadaire :
En vente le mercredi.

Prix : 1 F.

Abonnement :
6 mois : 15 F.
1 an 25 F

Abonnement de soutien :
6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de
Maurice SCHROEDT
C.C.P. PARIS 9424-78

Imprimerie - Composition
Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris-18e

Impr. « Rotoffset », 77-Meaux
Distribué par les N.M.P.P.